ENSEMBLE CONSTRUISONS UN MONDE SANS MISERE MOUVEMENT INTERNATIONAL ATD QUART MONDE

Mouvement International ATD Quart Monde

Rapport Annuel 2012



ENSEMBLE CONSTRUISONS UN MONDE SANS MISERE



Mouvement International ATD Quart Monde Rapport annuel 2012

1. ATD QUART MONDE AU NIVEAU INTERNATIONAL	4
1.1. Colloque international "La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix"	4
1.2. Quatrième rencontre du Comité international 17 octobre, aux Nations Unies (New York)	
1.3. Adoption des Principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme	
1.4. Atteindre les Objectifs du Millénaire et faire respecter les Droits de l'homme	
1.5. Séminaire régional d'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (la Paz, Bolivie)	
1.6. La 12ème Université Populaire Européenne au CESE	
1.7. Les Assises du Mouvement International ATD Quart Monde	
2 LEC ACTIONS DE TERRAIN DANS QUELQUES DAVS	20
2. LES ACTIONS DE TERRAIN DANS QUELQUES PAYS	
2.1. Haïti: l'éducation et la santé comme moteurs d'un développement dont les plus pauvres sont acteurs	
2.2. USA - La Nouvelle Orléans : "Not Meant to Live Like This"	29
2.3. USA - Nouveau Mexique - Gallup- The Story Garden	31
2.4. Burkina Faso : la promotion de la rencontre des savoirs	33
2.5. Philippines : des savoirs, nés dans des lieux de misère, offerts à la communauté internationale	37
2.6. Tanzanie : l'enregistrement à la naissance comme premier pas pour l'accès aux Droits fondamentaux	
2.7. Sénégal : à partir des très pauvres, des actions significatives pour l'ensemble d'une communauté	
2.8. Le Forum Asie : un réseau d'amis et de partenaires qui s'engagent pour éradiquer la misère	
2.9. Suisse : Donner une voix aux sans-voix.	
2.10. Les activités génératrices de ressources : les projets "Travailler et Apprendre Ensemble"	
CONCLUSION ET DEPSPECTIVES	55

1. <u>ATD Quart Monde au niveau</u> <u>international</u>

1.1. Colloque international "La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix"

- aboutissement du renouvellement de la connaissance des conditions de vie en milieux d'extrême pauvreté -

Dans le cadre de son programme d'action 2008-2012 « S'unir pour un monde sans misère », le Mouvement International ATD Quart Monde a lancé une action d'élaboration de connaissance en vue de renouveler sa propre connaissance et d'interpeller les instances locales, nationales et internationales sur les violences subies et les conditions pour bâtir la paix en milieu d'extrême pauvreté.

Des équipes du Mouvement ATD Quart Monde présentes dans 25 pays¹ ont participé à cette recherche. Plus de mille personnes ont été impliquées. Trois cent personnes ont participé à cinq séminaires2 qui ont été organisés à travers le monde. Dans chacun de ces séminaires ont travaillé ensemble des membres d'ATD Quart Monde : militants ayant l'expérience de l'extrême pauvreté, volontaires permanents et alliés engagés dans leur profession. Le travail d'écriture a été effectué en trois langues véhiculaires : français, anglais, espagnol en donnant place à chaque fois aux autres langues des participants pour qu'ils puissent s'exprimer et penser dans leur langue maternelle: allemand, arabe, aymara, créole haïtien,



mauricien et réunionnais, malgache, mooré, quechua, sango, suisse-allemand, swahili, tagalog et wolof.

La démarche d'élaboration de connaissance s'est appuyée sur la dynamique du croisement des savoirs³ qui reconnaît les personnes confrontées à l'extrême pauvreté comme les premiers acteurs de leur propre connaissance et crée les conditions pour qu'ils puissent l'élaborer en autonomie au

Rapport Moral 2012

Allemagne, Belgique, Bolivie, Burkina Faso, Canada, Côte d'Ivoire, Egypte, Espagne, Etats-Unis, France métropolitaine et Île de la Réunion, Guatémala, Haïti, Honduras, République de L'Île Maurice, Irlande, Liban, Madagascar, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Suisse.

Séminaire international de Grand Baie – Île Maurice, décembre 2009 : « La misère, c'est des injustices et des violences dans tous les sens », Séminaire International de Lima – Pérou, août 2010 : « Romper el silencio », « Rompre le silence », Séminaire international de Frimhurst – Grande Bretagne, mars 2011 : « Poverty is Violence – Speak out for Peace », La misère est violence – faisons entendre nos voix pour la paix », Séminaire international de Pierrelaye – France, juin 2011 : « Nos vies sont faites de violences, il faut lutter pour tout », Séminaire international de Dakar juillet 2011 : « C'est la misère même qui est une violence. Si la misère s'arrête, la paix prend la place ».

³ Charte du croisement des savoirs : http://www.atd-quartmonde.fr/?Charte-du-croisement-des-savoirs

sein de leur propre groupe d'appartenance avant de la croiser avec d'autres groupes, acteurs professionnels, associatifs ou universitaires.

En prenant en compte la réalité des différents contextes, voici les questions qui ont été travaillées : « Qu'est-ce qui est le plus violent pour moi dans ma vie ? Quelles sont les conséquences de ces violences ? Comment je résiste ? Comment je peux rompre le silence ? La paix pour moi, qu'est-ce que cela veut dire ? De quelle paix je parle, de quelle paix j'ai besoin ? Comment je suis acteur de paix ? »

Une quarantaine de membres du Mouvement ATD Quart Monde ayant pris part à ces travaux ont participé en janvier 2012 à un colloque international pour mettre en commun leurs connaissances de manière à pouvoir ensuite les mettre en dialogue les deux jours suivants avec 25 invités⁴: universitaires, acteurs de terrains, responsables institutionnels et politiques qui eux aussi avaient travaillé et ont fait des apports sur les questions de la violence et de la paix. Le dernier jour, à la maison de l'Unesco à Paris, l'ensemble des participants au colloque a restitué ce travail à un public plus large de 450 personnes.



Préparation du colloque en Haïti

1.1.1. Synthèse du colloque "La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix" (texte rédigé par des participants au colloque)

"La violence du mépris et de l'indifférence crée la misère, car elle conduit inexorablement à l'exclusion, au rejet d'un homme par les autres hommes". Joseph Wresinski

Il n'est pas possible de vivre en paix tant que persiste la condition inhumaine de l'extrême pauvreté. Réduite à des manques de nourriture, de revenus, de logement, de savoir, celle-ci est trop souvent banalisée. Pourtant, quand nous nous mettons en situation de comprendre et d'apprendre à partir des personnes qui subissent ces conditions, d'autres réalités apparaissent : celles de véritables violences faites sur les personnes, qui vont de pair avec le déni des droits fondamentaux. Les privations matérielles enferment dans la survie ; l'insécurité peut provoquer l'éclatement de la famille ; l'exploitation est telle qu'elle ne laisse aucune chance de développer ses capacités ; les

⁴ En plus de pays cités plus haut : Brésil, Japon, Kenya, Mexique, Paraguay, Pologne, Vietnam.

humiliations, l'exclusion et le mépris vont jusqu'à la non-reconnaissance des personnes très pauvres comme êtres humains. "Nos vies sont faites de violences". Ce constat interroge les actions d'aide, d'éducation, de lutte contre la pauvreté, tout comme les institutions créées pour tous, mais aussi d'une manière radicale toutes les relations entre les personnes et les peuples. L'incompréhension entre les êtres humains et les réponses inadaptées résultent d'une connaissance tronquée et incomplète de la réalité.

Une connaissance élaborée sans les personnes confrontées à l'extrême pauvreté est elle-même source de violence et d'abandon.

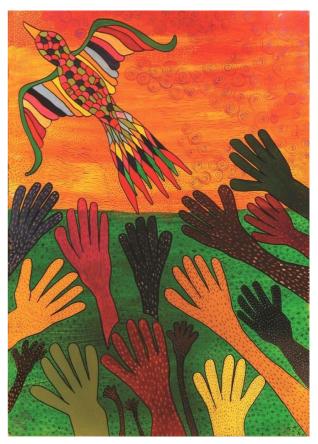
Pour sortir de ce malentendu et de cette méconnaissance, il faut "rompre le silence" sur toutes ces violences vécues et sur toutes les résistances que les plus pauvres avec d'autres leur opposent. Quand des personnes vivent dans une situation "d'injustices et de violences dans tous les sens", elles ne peuvent rompre le silence seules. Elles savent que cela peut se retourner contre elles. Élaborer une connaissance et une analyse plus juste demande une recherche collective et un véritable travail de libération de la parole de chacun. Les trois années de recherche et le colloque international ont permis d'en expérimenter les conditions. Avec une volonté commune de changement, une confiance, une solidarité à toute épreuve pour en assumer les risques, rompre le silence permet d'oser "faire entendre nos voix pour la paix".

De quelle paix parlons-nous ? "Aborder la violence de la misère sans se mettre dans une perspective de recherche de la paix serait se condamner à rechercher des coupables. Mais avoir comme axe de recherche la paix, sans la mettre à l'épreuve de la violence de la misère et de ses conséquences, serait faire de la paix un privilège."

La paix, dans l'entourage et dans la société environnante, c'est se reconnaître mutuellement. C'est pouvoir être utile à sa famille en lui procurant des moyens d'existence digne et pouvoir être utile au milieu des autres. C'est pouvoir affirmer sa personnalité et être en paix avec soi-même.

La paix n'est pas basée sur le silence de celui qui courbe la tête parce qu'il se sait privé des moyens de se défendre. Face aux violences subies qui peuvent créer des préjudices à vie, ce sont les institutions et les États qui sont appelés à faire le premier pas pour rétablir le dialogue, en créer les conditions et en finir avec toutes ces violences.

"Si la misère s'arrête, la paix prend la place". En résistant à la violence de la misère, les plus pauvres nous invitent à comprendre ce qu'est la paix afin de la bâtir avec tous dans le monde.



Chercher la paix

1.1.2. Des projets d'aide et de développement non adaptés au besoin des personnes

Dans le contexte social et économique actuel, où les projets doivent être efficaces et rentables économiquement à court terme, beaucoup d'institutions - publiques ou de la société civile - ne prennent pas le temps de connaître les personnes et les familles avec lesquelles elles se proposent de travailler, ni de comprendre ce qu'elles vivent et espèrent.

"Une association veut aider les pauvres, ils donnent bois, tôles, ciment, mais ils ne proposent pas de gens pour construire la maison. Si tu es une maman célibataire, que tu n'as pas

d'argent pour payer la main d'œuvre pour construire, si tu n'as pas de lieu pour abriter le matériel donné, celui-ci s'abîme, le ciment devient roche, donc inutilisable. Les ONG viennent avec un projet sans cheminement avec la famille, sans connaître les réalités..."



Honduras

Les familles très pauvres ont construit, au fil des années, une manière de résister à la pauvreté. basée relations familiales, de voisinage, et sur la volonté de trouver des solutions communes. Ces liens sont aussi importants pour elles que les projets et les changements auxquels elles aspirent. Quand projets d'aide et développement ne tiennent pas compte de cette réalité et viennent casser les résistances, les forces et tout ce que les familles ont de commun, les relations que les gens ont bâties sont brisées.

"Nous habitons dans un quartier très pauvre, mais la plupart d'entre nous pouvait trouver du travail dans les environs. Le quartier et toutes les familles relogées dans un quartier dit 'modèle'. Nous avons des maisons, mais beaucoup ont perdu leurs petit boulots, et on ne peut pas vivre sans argent. J'ai fait mettre un article dans le journal pour dire que nous avions besoin d'aide. Sans concertation avec nous, un camion est venu déverser au pied du quartier des tonnes de vêtements. Des photographes étaient là pour montrer cette aide. Mais cela a semé la discorde entre les habitants. Nous avions besoin d'être aidés pour que les enfants réussisent et s'intègrent à l'école, (...) pour que notre quartier soit mieux accepté par le reste de la ville. Cette aide nous a enfoncés au lieu de nous aider."

Un projet qui provoque la perte des relations collectives est en soi un projet inadapté car, une fois arrivé à son terme, la vie des personnes en situation de pauvreté est encore plus difficile qu'avant. Ce type de projet divise les communautés les plus pauvres, laissant leurs habitants affaiblis et appauvris.

"Ils viennent donner du riz pendant six mois à quelqu'un et, le plus pauvre qui le mérite, ils ne passent pas chez lui. Ça c'est la violence. La façon d'agir comme ça sépare les gens".

La question des projets et des aides inadaptées nous ramène, encore une fois, à la question de la connaissance nécessaire et de la relation qui la construit : quand les projets, même ceux qui sont pensés pour aider, sont basés sur une connaissance partielle, alors ils donnent des réponses insuffisantes qui enferment les gens dans des situations sans issue, les obligeant à mentir pour bénéficier de ceux-ci (formation professionnelle, habitat, microcrédit, etc). Ces projets, n'obtenant souvent pas les résultats escomptés par les gestionnaires, se retournent totalement contre les plus pauvres.

"Pourquoi ils nous ont enlevé nos maisons, les baraques dans lesquelles nous vivions? Elles étaient à nous! Pourquoi ils nous ont enlevés de là-bas? Pour nous faire du mal? Pour nous faire souffrir? Il sont en train de me surveiller, tu es comme en prison, parce que cette affaire de l'appartement, c'est un piège mortel pour nous qui n'avons pas de travail. Parce qu'ils te donnent l'appartement et toi, tu y vas et tu es heureuse avec tes enfants parce que tu as l'eau chaude et tu es tranquille. Mais si tu n'arrives pas à payer, ils t'enlèvent l'appartement et t'enlèvent aussi les enfants. Alors, maintenant, qu'est ce qui se passe? Et bien, ma mère, à quatre-vingts ans, elle se retrouve à la rue, malade, perdue, avec sa bouteille d'oxygène, pour le fait de ne pas pouvoir payer. Je pense qu'il n'y a pas de droit. Ils te mettent une aide, mais cette aide, ce n'est pas pour t'aider, c'est un piège qu'ils te mettent".

"L'aide, telle qu'elle est pensée, ne correspond pas à nos besoins ; nous la vivons comme imposée pour satisfaire les désirs de penseurs de projets qui veulent nous dicter leurs valeurs".

Nombre de propositions pour sortir de la pauvreté se basent sur la capacité des pauvres à saisir des opportunités. Dans ce contexte, l'échec de ne pas avoir su les saisir leur sera souvent imputé : "D'autres ont réussi, pourquoi pas vous !" Cependant, une opportunité offerte n'est pas encore un droit puisque seuls ceux qui ont le plus de ressources peuvent en tirer profit. Atteindre les personnes en situation d'extrême pauvreté demande, au-delà de l'opportunité, d'appliquer le droit.

1.1.3. Intervention de Moustapha Diop, militant Quart Monde

Moustapha Diop a participé aux différents séminaires régionaux préparatoires au colloque "La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix". Devant le public du colloque de l'Unesco, il explicite ce qu'il a appris des exposés des autres participants et en fait une synthèse :

"Avec ces multiples rencontres, je suis parvenu à comprendre les violences qui se passent à travers le monde. Je pensais que ça ne se passait que chez moi au Tiers Monde, mais j'ai vu que, dans les plus grandes capitales du monde des pays les plus développés, il se passe des injustices qu'on ne peut imaginer.

Par exemple, ce qui s'est passé dans les prisons aux États-Unis au moment de l'ouragan Katrina où les détenus ont été enfermés dans leurs cellules alors que l'eau montait et qu'ils

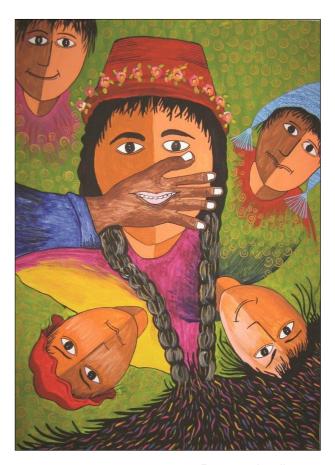
n'avaient pas de quoi manger ni boire. Ils étaient obligés de boire cette eau polluée et sale pour sauver leur vie.

La plus grande surprise, c'est dans un pays comme l'Espagne, où il y a des dizaines de milliers de sans-abris alors qu'il y a six millions de logements vides. Il y a eu des morts de personnes qui vivent dans la rue. Ça n'est pas imaginable dans cette planète qu'on dit chercher à développer.

En France, particulièrement vers le Val d'Oise, j'ai entendu qu'on prenait des enfants pour les placer à l'action sociale et cette doléance-là je l'ai apprise aussi d'autres pays d'Europe.

Ce qui s'est passé en Haïti après le séisme, où les autorités retournaient prendre des villages aux pauvres paysans, les déplaçaient pour y implanter des productions agricoles au profit des investisseurs de multinationales très puissantes.

Plus particulièrement au Sénégal nous avons des violences institutionnelles. Les politiques accaparent nos terres. Ils font passer l'autoroute dans le quartier le plus pauvre, de l'aéroport jusqu'aux stations balnéaires, pour



Rompre le silence

faire passer les véhicules des touristes. Dans la zone rurale ils se permettent de donner aux multinationales de l'agrobusiness les terres des paysans pauvres et eux, ils les font employer comme des travailleurs des multinationales pour faire les récoltes des produits de la terre. Toutes les récoltes sont toujours exportées vers les pays les plus développés et la faim est toujours là.

Au Moyen-Orient, au Liban, j'ai entendu de ces révélations que je n'aurais jamais pu croire. Des enfants qu'on ramassait et qu'on mettait en prison pour faire place aux touristes. Des gouvernantes qu'on enfermait dans les maisons et à qui on prenait leurs passeports.

J'ai pu le dire et j'ai le courage de le dire parce que je crois que dans ce monde que nous sommes, il n'y a aucune personne qui peut avoir le dernier mot. C'est ensemble qu'on peut parler haut et fort. C'est pour ça que dans ce Colloque on a associé les pauvres, les intellectuels, les chercheurs et les universitaires, et tous ont parlé sur la même voix.

Ces victimes là de la violence n'avaient pas d'interlocuteurs. Je veux que vous, intellectuels, universitaires, chercheurs qui sont là, vous soyez nos interlocuteurs à travers le monde. Et moi, je vais jamais baisser les bras. Le combat que je menais, je vais associer d'autres membres du Mouvement ATD Quart Monde et les familles les plus démunies de mon pays, dans cette même dynamique d'engagement."



Palais de l'Unesco - Paris - Séance finale du colloque "La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix"

1.2. Quatrième rencontre du Comité international 17 octobre, aux Nations Unies (New York)

Pendant la session d'ouverture de cette rencontre de deux jours, parrainée par la Mission permanente de la France et du Burkina Faso auprès des Nations Unies, M. Cassam Uteem, Président du Comité, a rappelé aux participants que la communauté internationale a besoin d'entendre et de comprendre les personnes qui vivent dans la misère. Ils sont déjà en train de lutter contre l'extrême pauvreté et ils sont des experts dont l'apport est essentiel.



Le 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère, est un appel à tous

à s'unir contre la misère, en solidarité avec celles et ceux qui en sont les victimes. L'une des participantes, Mme Jean Stallings, partageait sa réflexion : "Avec mon expérience de la misère, je sais ce que cela veut dire que d'être humiliée, d'être rabaissée... Prendre la parole en public nous fait sentir notre dignité. Ce n'est pas simplement le 17 octobre, mais tout au long de l'année que l'on doit écouter les personnes vivant dans la misère."

Composé de personnes venant d'horizons très différents, y compris de personnes ayant une expérience de la misère, le <u>Comité international 17 Octobre</u> ouvre ainsi la voie à la communauté internationale.

Le Comité a accueilli des invités de la Nouvelle-Orléans (États-Unis) - Imam Rafeeq H. Numan et Robert Mauss. Salehe Seif, originaire de Tanzanie, qui travaille actuellement à la Nouvelle Orléans, a été également présent, comme le fut Julie Huberdeau, de Montréal (Qc) Canada. Ils ont contribué aux travaux du comité et ont souligné l'importance de l'internationalité du 17 Octobre. Les participants ont également rappelé la nécessité d'amplifier la mobilisation au 17 Octobre, pour rendre visible ce dont les gens vivant dans la pauvreté sont capables, pour honorer leur courage et leur force.

Le 4 mai 2012, M. Cassam Uteem, ancien Président de la République de Maurice, a remis la présidence du Comité international 17 Octobre à M. Donald Lee, anciennement au Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité international 17 Octobre a également accueilli de nouveaux membres, M. José Ramos-Horta, ancien président du Timor oriental, co-récipiendaire du prix Nobel de la Paix en 1993, et M. Antoine Corgier, de la France, qui a une longue histoire d'engagement avec des gens vivant dans la pauvreté.

1.3. Adoption des Principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme

1.3.1. Une démarche initiée en 1982 par ATD Quart Monde

Le 27 septembre 2012 le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a adopté par consensus les Principes Directeurs Extrême Pauvreté et Droits de l'Homme. Par cette adoption, les États membres du Conseil des droits de l'homme ont affirmé que l'éradication de la misère est non seulement un devoir moral mais aussi une obligation légale correspondant à la législation internationale des droits de l'homme. C'est l'un des aboutissements de la demande que, dès 1987, Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart



Monde, avait faite aux Nations Unies en les invitant à créer des mécanismes qui protègent les droits des personnes vivant dans l'extrême pauvreté ⁵.

Plus de 60 États membres ont soutenu activement cette proposition comme co-initiateurs, menés par la France. Son ambassadeur a rappelé au Conseil que "l'extrême pauvreté, faut-il le rappeler, est un phénomène universel. Dans ce contexte, l'adoption par consensus de cette résolution constitue un pas en avant significatif dans la lutte contre ce fléau qui nous concerne tous."

Dans son exposé au Conseil sur les Principes directeurs, le représentant du Pérou a exprimé les remerciements de son pays aux États qui ont soutenu la démarche aussi bien qu'aux "organisations de la société civile et aux personnes dans l'extrême pauvreté pour leurs propositions et leurs contributions de qualité tout au long du processus."

L'objectif des Principes directeurs est de proposer une manière de faire concernant la mise en œuvre des droits de l'homme dans les efforts pour lutter contre la pauvreté. Ils sont conçus comme un outil destiné à la conception et la mise en œuvre des politiques d'éradication de la pauvreté, et comme un guide sur la façon de respecter, protéger et mettre œuvre les droits des personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté dans tous les domaines des politiques publiques. Leur portée est globale, reconnaissant que l'extrême pauvreté est un phénomène qui concerne tous les pays.

En 1982, ATD Quart Monde, qui avait réuni 300 000 signatures remises au Secrétaire général de l'ONU de l'époque, a été à l'origine de l'interpellation des Nations Unies pour qu'elles considèrent l'extrême pauvreté elle-même comme une violation des droits de l'homme. Le soutien d'experts en droits de l'homme de premier plan, de gouvernements engagés et d'autres ONG des droits de l'homme, a conduit l'organisme qui a précédé le Conseil des droits de l'homme à décider qu'une démarche de lutte contre la pauvreté fondée sur les droits de l'homme serait un outil puissant pour éradiquer la misère. Le Conseil a ensuite nommé un Rapporteur spécial "Extrême pauvreté et droits de l'homme", Magdalena Sepúlveda, pour finaliser les Principes directeurs en vue de leur adoption.

Rapport Moral 2012

⁵ Des étapes marquantes du processus seront, en 1996, le rapport "La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels" présenté par Leandro Despouy et, en 2006, le premier projet de principes directeurs "Droits de l'homme et extrême pauvreté : les droits des pauvres" présenté par un groupe d'experts coordonné par José Bengoa. En 2009, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a demandé à M. Sepúlveda de finaliser ce travail.

Grâce à sa présence et son action dans la durée aux côtés des populations les plus rejetées, ATD Quart Monde a compris que la première étape pour sortir de la pauvreté et de l'exclusion passe par le fait que les personnes puissent effectivement faire valoir leurs droits. Les Principes directeurs sont dessinés à partir de normes et de principes reconnus en matière de droits de l'homme, que les États ont déjà ratifiés, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme ou la Convention internationale des droits de l'enfant. Cependant trop souvent il existe un fossé dans l'application entre le fait que des pays approuvent la garantie d'un droit - à l'éducation, la santé ou la participation aux prises de décisions—, et sa réalisation effective pour les citoyens les plus marginalisés

Cette adoption vient à point nommé pour plusieurs raisons. Au plan international les Principes directeurs doivent servir d'outil afin de s'assurer que les discussions déjà en cours sur un cadre de travail consécutif aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) débouchent sur un cadre de travail post 2015 pour le développement qui envisage la pleine réalisation des droits de l'homme pour tous. Au plan national, quand beaucoup de pays, en particulier en Europe, se voient obligés de mettre en œuvre des mesures d'austérité, les Principes directeurs agissent comme une référence pour s'assurer que les mesures prises n'affectent pas de façon disproportionnées les personnes touchées par la pauvreté et ne compromettent pas leur capacité d'obtenir leurs droits.

La prochaine étape est de commencer à faire connaître les Principes directeurs de façon qu'ils soient mis en œuvre au plan national et international. Après leur adoption, Isabelle Perrin, Déléquée générale d'ATD Quart Monde a affirmé : "ces Principes directeurs ne peuvent pas rester dans un tiroir. Nous devons veiller à diffuser la nouvelle de leur adoption, en particulier auprès de ceux qui sont enfermés dans la misère. Ces Principes directeur sont un encouragement et doivent devenir une référence pour ce qui devra être mis en place pour mettre fin à la violence de l'extrême pauvreté."

1.3.2. Interview de Magdalena Sepúlveda, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, pour le Journal "Feuille de Route"

Que contiennent ces principes directeurs 6?

Ils sont le premier ensemble d'orientations politiques qui transpose les obligations des États dans le domaine des droits de l'homme aux personnes qui vivent dans la pauvreté. Basés sur les standards internationaux des droits de l'homme, ils serviront d'outil pratique aux décideurs pour s'assurer que les politiques publiques (dont celles qui s'efforcent d'éradiquer la pauvreté) atteignent les populations les plus pauvres en tenant compte des obstacles que ces dernières rencontrent dans l'accès aux droits.

Comment des personnes en situation de pauvreté ont-elles été associées à leur élaboration?

À travers les efforts du Mouvement International ATD Quart Monde et d'autres ONG 7, elles ont été impliquées dans les consultations sur ce que ces principes devaient être. On peut citer les séminaires régionaux organisés par ATD Quart Monde à Bangkok (Thaïlande), Trappes, Genève, Lille et Pierrelaye (France), Kielce (Pologne), Dakar (Sénégal) et Cusco (Pérou)... ATD Quart Monde et d'autres ONG ont été consultés sur les avant-projets du texte. Je dois dire que, pour moi, les contributions formelles et informelles des personnes vivant dans la pauvreté ont été essentielles. J'ai tenu compte de leurs expériences et idées dans plusieurs domaines allant de la discrimination à la protection sociale, du logement aux moyens de subsistance.

⁶ Téléchargeables sur http://bit.ly/Q5kD8F

⁷ Organisations Non Gouvernementales.

Pourquoi avons-nous besoin de ces principes directeurs?

Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont souvent négligées par les responsables politiques, les fournisseurs de services et d'autres acteurs. La faiblesse de leur poids politique, de leur capital social et financier et leur situation d'exclusion sociale les maintiennent dans une couche presque invisible de la population.

Alors que les droits de l'homme s'appliquent à toutes les personnes sans distinction, des obstacles réels empêchent celles qui vivent dans l'extrême pauvreté d'y avoir accès – des obstacles liés à des discriminations, à des contraintes financières, aux structures sociales, etc. Il est donc nécessaire de clarifier les implications des obligations des États à l'égard des personnes vivant dans la pauvreté. De nombreuses violations des droits de l'homme touchent ces personnes davantage que d'autres groupes de population. La discrimination anti-pauvres est largement tolérée. Les États ont besoin d'être guidés pour mettre en œuvre leurs obligations de respecter et protéger les droits des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Et cela de la même façon dans les pays développés et dans les pays en développement ?

Oui. Les principes directeurs sont nécessaires et utiles dans tous les pays. Les droits des pauvres ne sont vraiment protégés nulle part. Dans de nombreux pays, on caricature les pauvres comme étant des personnes paresseuses, irresponsables, indifférentes quant à la santé de leurs enfants et à leur éducation, malhonnêtes, qui ne méritent rien et sont même criminelles. Ces stéréotypes sont tellement ancrés qu'ils influencent parfois les décideurs et empêchent des responsables politiques de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté.

Les principes directeurs s'attaquent à ces préjugés et à cette stigmatisation en informant les décideurs des vrais obstacles qui rendent les personnes incapables de se sortir de la pauvreté sans l'aide de politiques adaptées. Les objectifs de ces principes sont de garantir que les pauvres sont atteints par les politiques publiques et que leur voix sera écoutée et respectée par la société comme celle de toute autre personne. L'objectif final est de leur donner les moyens de se sortir de la pauvreté par eux-mêmes.

N'existe-t-il pas un écart entre le fait de garantir des droits et leur réalisation effective ?

Absolument. C'est pourquoi le travail de surveillance des États par la société civile et les défenseurs des droits de l'homme est essentiel. Ils doivent pousser les États à mettre en oeuvre cette réalisation effective.

Pensez-vous que les principes directeurs vont aider les Objectifs de Développement Durable après 2015 à permettre l'accès de tous aux droits de l'homme ?

Je l'espère vraiment. C'est notre défi commun. Nous devons travailler tous ensemble afin de garantir que l'agenda pour l'après-2015 ⁸ tienne compte de la voix des plus exclus de nos sociétés. C'est un enjeu majeur. De nombreux obstacles se dressent devant nous. Mais si nous le voulons vraiment, nous pouvons agir ensemble pour que cette aspiration se traduise en actes. Je suis convaincue que l'adoption de ces principes directeurs est une étape importante dans les efforts que la communauté internationale fait pour promouvoir les droits des personnes vivant dans la pauvreté. Ces principes peuvent jouer un rôle-clé pour les protéger et leur donner les moyens d'agir.

.

⁸ Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont été élaborés en 2000 avec comme premier objectif d'éliminer la pauvreté dans le monde d'ici à 2015. Des Objectifs de Développement Durable (ODD) devraient leur succéder.

1.4. Atteindre les Objectifs du Millénaire et faire respecter les Droits de l'homme

En 2000, l'Organisation des Nations Unies a pris l'engagement d'éradiquer l'extrême pauvreté au travers des "Objectifs du Millénaire pour le Développement" (OMD). A mi parcours, l'objectif a cependant dû être revu à la baisse : d'ici 2015, il faudra réduire de moitié le pourcentage de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour. Ce choix de viser une seule partie de la population, implique d'en léser une autre : les familles très précaires des pays industrialisés ne seront sûrement pas prises en compte.

Lorsque la décision fut prise d'édicter les OMD et de les appliquer, les initiatives ont été variées. Elles ont dépendu des gouvernements, des agences des Nations Unies et des associations présentes autour du monde. Les "Villages pour le Millénaire" par exemple, ont permis pendant de nombreuses années de fournir des engrais gratuitement à de petits agriculteurs. Aujourd'hui il est proposé aux mêmes agriculteurs d'emprunter pour acheter ces engrais car les dons cessent. Évidemment, ces derniers refusent car ils savent que l'endettement n'est pas ce qui va bâtir leur avenir. Depuis le début des "Villages", l'ambition était celle de la participation de tous et dans les faits, c'est ce qui a été observé. Aujourd'hui le seul fait d'être surpris par ce refus des agriculteurs de cumuler les dettes est le signe que ce projet n'a pas été fondé avec la véritable participation de tous.

En 2011, le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a averti que les Objectifs du Millénaire pour le Développement, n'avaient pas profité aux personnes les plus vulnérables. Dans le cadre du processus d'évaluation du programme des OMD, les Nations Unies ont invité des organisations de la société civile à partager des bonnes pratiques qui permettraient que les programmes de développement bénéficient aux personnes les plus affectées par la pauvreté.

Cette demande a amené ATD Quart Monde à lancer (en partie avec l'aide d'un financement accordé par la Fondation Charles Léopold Meyer) son propre programme de recherche participative afin d'évaluer les OMD. Ce programme vise à assurer que les personnes vivant dans l'extrême pauvreté puissent contribuer, par leur connaissance et leur expérience, à l'évaluation et la définition des politiques et programmes de développement.

Pour comprendre les limites des OMD, il est essentiel d'écouter ceux qui sont au cœur de la misère et directement confrontés aux problèmes créés par des programmes de développement inadaptés ou inexistants. C'est pourquoi le Programme d'Évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement utilisera la méthodologie du *Croisement des savoirs* qui permet une participation réelle de tous, en créant un espace d'égalité et de liberté, où les personnes vivant dans la grande pauvreté peuvent non seulement dialoguer avec d'autres experts du développement, mais aussi jouer un rôle central dans l'analyse des fruits de ces discussions.

Douze pays participent à ce projet et représentent une grande diversité géographique, économique et culturelle : Belgique, Pologne, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Guatemala, Haïti, Madagascar, île Maurice, les Philippines, Pérou et France. Des délégations d'une dizaine d'autres pays seront associés.

Dans chacun de ces lieux, les participants affectés par l'extrême pauvreté ont identifié les domaines liés aux OMD qui les concernent en priorité. Ces domaines prioritaires incluent : le droit à un travail décent ; l'accès à une éducation de qualité, adaptée à chaque culture ; l'égalité des genres ; la santé maternelle et infantile ; un environnement durable et salubre. Les thèmes étudiés incluent les effets de la discrimination, la violence vécue par les populations en situation d'extrême pauvreté et les conditions requises pour qu'elles participent de façon significative à l'élaboration des politiques et des programmes qui les concernent.

La méthodologie de la recherche-action participative utilisée dans chaque pays est fondée sur une approche de *Croisement des savoirs* qui fait appel à la contribution d'acteurs très divers :

- Les équipes d'ATD Quart Monde créent des espaces d'échange, de soutien et de formation où les personnes en situation d'extrême pauvreté peuvent mettre leurs idées en commun, identifier les droits dont elles n'ont jamais bénéficié (économiques, sociaux et culturels, aussi bien que civils et politiques), en raison de politiques et de programmes inexistants ou inadaptés. Dans la majorité des lieux, des forums ont eu lieu une fois par mois ou plus, pendant un période d'un an minimum, pour travailler les thèmes choisis par les participants eux-mêmes, en lien avec les OMD.
- Des universitaires, des décideurs et des professionnels de différentes disciplines, y compris des agences de l'ONU, sont invités à évaluer l'impact des politiques de mise en œuvre des OMD au niveau national, dans les domaines étudiés (dont la santé, le travail, l'habitat, l'éducation et la discrimination), et à entrer dans un véritable dialogue avec les personnes en situation d'extrême pauvreté.

Entre la fin de l'année 2012 et le début de l'année 2013, des séminaires régionaux ont été organisés en Afrique de l'Ouest, en Amérique Latine, en Europe et dans l'Océan Indien. Ils ont rassemblé des participants ayant contribué aux consultations nationales, afin de mettre en commun les résultats de leurs travaux, de formuler des conclusions communes et des recommandations sur les moyens d'atteindre les OMD d'ici 2015. Ils ont également avancé des propositions qui contribueront au processus de préparation de l'après 2015, qui comprend les consultations par pays et par thèmes du Groupe de Développement des Nations Unies, le Groupe d'Experts de Haut Niveau sur l'après-OMD, le groupe de travail intergouvernemental sur les Objectifs de Développement Durable, de même que le travail conduit par des ONG, en particulier le Groupe de Réflexion de la Société Civile sur les perspectives du développement dans le monde, et le Groupe de Recherche Participative de la coalition "Beyond 2015".

Le séminaire "Vers un développement durable qui n'oublie personne : un défi pour l'agenda post-2015" se tiendra à New York pendant la deuxième quinzaine de juin 2013, juste avant le sommet spécial sur les OMD prévu en septembre 2013, pendant la 68ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Il est dès à présent prévu qu'une vingtaine de participants venant du milieu de l'extrême pauvreté, représentant les différents pays associés au programme, participent à ce séminaire.

La participation des plus pauvres à l'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement est la concrétisation de l'ambition d'ATD Quart Monde que les plus pauvres participent à l'élaboration des politiques locales, nationales et internationales qui les concernent et qui contribuent au bien commun. C'est un point d'appui pour l'agenda de l'après 2015 de l'ONU.

1.5. Séminaire régional d'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (la Paz, Bolivie)

- pour l'Amérique latine et les Caraïbes -

Le séminaire d'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'Amérique latine et des Caraïbes a eu lieu à la Paz, capitale bolivienne, du 2 au 9 décembre 2012. Ce rassemblement a été réalisé dans le cadre d'une recherche-action participative au cours de laquelle des personnes très pauvres, des alliés du Mouvement, des étudiants de l'Université et des représentants institutionnels ont pu ensemble élaborer un diagnostic de la situation quant aux grands thèmes des OMD, faire des propositions et dresser une analyse critique des Objectifs du Millénaire en vue de l'agenda post-2015, année au cours de laquelle ces derniers devront être évalués.



Le projet d'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement est né de l'inquiétude, également soulignée par le secrétaire des Nations Unies, Ban Ki-moon, du constat que les personnes et familles les plus vulnérables n'ont pas bénéficié de ces Objectifs de Développement. Il a pour but d'assurer que les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté puissent contribuer, grâce à leur expérience et leurs savoirs, aux travaux de la communauté internationale.

Pour mener à bien ce projet associant dans une réflexion partagée des personnes d'origines sociales si différentes et faire émerger une analyse et des propositions communes, le programme d'Évaluation des Objectifs du Millénaire a utilisé la méthode du "Croisement des savoirs".

Ce séminaire régional réunissant des délégations de Bolivie, du Brésil, du Guatemala, de Haïti et du Pérou a présenté les conclusions de cette recherche-action participative réalisée dans ces 5 pays d'Amérique latine et Caraïbes. Ces délégations étaient composées de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, d'alliés du Mouvement et de membres d'institutions. Elles ont présenté les travaux réalisés dans leur pays respectif sur les trois thèmes suivants: éducation et développement de la famille, qualité de vie et santé maternelle et infantile, accès à des ressources économiques et politiques de développement. Puis ensemble, grâce à la méthode du Croisement des savoirs, les participants ont identifié les réalités spécifiques à chacun des pays et celles qui leurs sont communes, en ont extrait les enseignements et ont élaboré une analyse de chacun des thèmes au niveau de l'Amérique latine et des Caraïbes, accompagnée de propositions. Les conclusions de ce séminaire ont été présentées lors d'un événement public de clôture qui s'est tenu au palais de la Vice Présidence à La Paz en présence d'autorités boliviennes.

Ce n'est pas un hasard si la Bolivie fut choisie pour accueillir le séminaire d'évaluation des OMD au terme des deux ans de leur évaluation. Le pays réalise actuellement une série de transformations qui s'appuient sur ses racines historiques. C'est en Bolivie qu'est né l'appel pour le respect de la "Pacha Mama", la Mère Terre. Les Nations Unies ont approuvé l'initiative impulsée par la délégation bolivienne et ont proclamé en 2009 le 22 avril comme "Journée Internationale de la Mère Terre".

C'est également au sein de ce pays qu'est né le "Suma Qamana" (en langue aymara) ou le "Sumak Kawsay" (en langue quechua), qui est le "Bien Vivre", c'est à dire le vivre ensemble en harmonie entre toutes les formes de vie, qui est promu comme une réponse à la crise à laquelle est confrontée le monde et qui pose la question fondamentale de l'équilibre qui doit exister entre l'Être humain et la Nature. Ce "Bien Vivre" n'exclut personne parce qu'il cherche la solidarité et la fraternité entre tous. C'est pour cette raison que le séminaire a été nommé "Vers un développement durable qui n'oublie personne". Le "Bien vivre" s'appuie sur l'identité des peuples andins et ses valeurs, parmi elles : l'"Ayni" (en langue aymara) qui traduit un lien de réciprocité et solidarité au

sein de la communauté et qui continue de se pratiquer malgré l'individualisme qui prétend vouloir s'imposer. Nous pensons que ces valeurs et principes doivent être partagés par toute l'humanité qui cherche la construction d'une société sans misère ni exclusion.

Cette conviction de construire un monde sans misère, implique la participation active et militante des plus pauvres, détenteurs de savoirs indispensables au bon développement de la société. Le respect de la dignité de toute personne est au cœur des préoccupations du Mouvement ATD Quart Monde car il est impossible de parler d'avancée dans la réalisation des OMD si on passe outre la dignité des personnes enfermées dans l'extrême pauvreté, comme le disait l'un des participants du séminaire :

"On ne respecte pas la vie, nous sommes des êtres humains, pourquoi nous traitent t-ils ainsi ?".

Nous avons écouté les souffrances rencontrées au travail, notamment les discriminations dont sont victimes les femmes :

"Nous les femmes vivons partout humiliées, ils ne veulent pas nous donner de travail, ils nous maltraitent (...) Nous devons tous, les femmes comme les hommes, avoir le même salaire".

Un autre thème préoccupant fut celui de l'éducation. Les participants du séminaire ont affirmé que l'extrême pauvreté ne doit pas être un facteur qui exclut les enfants du droit d'accès à l'éducation. Une Haïtienne a confié:

"J'aimerais retourner à l'école, mais je ne peux pas. Je dois continuer à vendre dans la rue pour aider ma mère et mes frères et sœurs".

La santé apparaît dans tous les pays comme un dramatique problème qui atteint la dignité humaine et le droit à la vie:

"Les médecins t'humilient, ils te disent 'tu es sale, tu dois te laver'. A cause de cette peur d'être humiliés, nous n'allons pas dans les hôpitaux. Quand nous allons aux consultations médicales, les médecins ne nous expliquent pas bien la maladie dont nous souffrons. Nous sortons de là humiliés parce qu'on nous fait sentir que nous sommes des imbéciles qui ne peuvent pas comprendre".



Comme exemple, sont présentés ci-dessous des extraits des conclusions du séminaire sur l'un des trois thèmes travaillés : "Perspectives sur l'éducation et développement de la famille" :

 La pauvreté ne doit pas être une des causes du refus d'un droit à l'éducation. Les expériences montrent qu'il est difficile pour les enfants vivant des situations de précarité d'accéder durablement aux institutions scolaires. Un père de famille haïtien expliquait au Mouvement que "un enfant qui ne peut aller à l'école parce qu'il n'a pas d'argent pour le bus,ou parce que ses parents n'ont pas, ne serait-ce qu'un centime à lui donner, peut-être ira-t-il un jour à l'école sans argent pour payer le bus, ou sans avoir mangé, mais le lendemain il n'ira plus parce que ça sera devenu insupportable".

Les petites filles ont également le droit d'aller à l'école et doivent être traitées à égalité avec les garçons. Au sein des pays ayant participé au séminaire, la réalisation de l'objectif 3 est plutôt positive et ce sont de plus en plus de petites filles qui peuvent aller à l'école. Cependant, ATD Quart Monde pense que ce n'est que le premier pas de tant d'autres qui devront suivre. Il y a toujours énormément de préjugés sexistes enracinés dans nos sociétés qui ne font que se reproduire au sein de l'école. On continue de présenter aux filles un rôle prédéterminé impliquant une soumission aux hommes. Une mère de famille bolivienne raconte :

"J'ai étudié uniquement jusqu'au primaire. Ensuite ma grand-mère n'a plus voulu que j'aille à l'école. Elle me disait : 'Et moi, tu t'imagines que je sais lire ! Tu t'imagines être un garçon ? Seuls les hommes doivent étudier ! La femme doit garder les brebis'. Ainsi je n'ai plus été à l'école, j'en ai souffert à l'âge de la jeunesse. Aujourd'hui j'envoie tous mes enfants à l'école, qu'ils soient filles ou garçons".

L'école doit être gratuite et ne doit exclure personne. De nombreuses lois ont proclamé la gratuité de l'éducation mais dans la pratique les enfants pauvres restent exclus à cause des coûts liés à leur scolarisation. Les témoignages montrent que dans les faits, il est demandé aux parents de payer l'inscription, de contribuer à l'achat du matériel scolaire et d'acheter les uniformes. L'école demande aux parents de supporter des charges qui ne sont pas justifiées, souvent pour l'entretien des établissements scolaires, ceci sans aucune transparence s'agissant de l'utilisation de ces fonds. Une mère de famille péruvienne a partagé la situation qu'elle vivait :

"Ils disent que l'éducation est gratuite mais ce n'est pas vrai. Partout, ils nous demandent de l'argent. Puis ils demandent une contribution pour les photocopies, il nous faut arriver avec l'uniforme, sinon, ils ne laissent pas rentrer nos enfants".

Il a par ailleurs été observé avec beaucoup d'inquiétudes une forte tendance à la privatisation de l'éducation et à l'affaiblissement de l'éducation publique, qui exclut ceux qui ne peuvent payer l'éducation de leurs enfants.

Aujourd'hui il est plus facile pour les enfants d'entrer à l'école. Il leur est cependant plus difficile d'y rester et de pouvoir terminer. C'est un système rigide qui laisse de côté les enfants qui, de part leur condition précaire, ne peuvent pas se soumettre aux exigences et rythme de l'enseignement.

Les parents ont le droit de participer. L'école doit être vue comme une communauté éducative, formée des maîtres, élèves, et parents. Cependant, dans les faits, la participation des parents est très limitée. De plus, les familles très pauvres, à cause de leurs conditions de travail, se voient souvent exclues des espaces de participation. Souvent, elles n'osent pas prendre la parole et

quand elles osent, leur opinion n'est pas prise en compte.

Nous avons également pu écouter qu'il arrive que certaines institutions scolaires ne répondent pas au rôle pour lequel elles furent créées. Est présent un sentiment d'humiliation au sein de l'école dû au manque de ressources économiques. Les expériences montrent que quand les enfants sont humiliés, ni les pères ni les mères ne sont écoutés quand ils veulent dénoncer ces maltraitances envers leurs enfants. De plus ils sont culpabilisés du fait de leur condition de pauvreté et sont traités différemment des autres. Une mère de famille bolivienne raconte au sujet de son fils :



"Son père était alcoolique et il en est mort. Un jour je suis allée au collège demander comment allait mon fils. Le directeur, la concierge et la régente m'ont tout trois répondu : 'ton fils sera alcoolique comme son père! Pourquoi tu ne lui trouves pas une femme pour le marier?'. Je me suis juste mise à pleurer. Mon fils est partit travailler au Brésil, et je ne l'ai jamais revu".

Nous avons également relevé une différence de traitement suivant les performances scolaires : "Ils mettent en avant les meilleurs élèves, les font lever le drapeau, les font danser lors des événements scolaires. Ceux qui sont plus faibles, le professeur ne leur prête pas attention, il ne leur apprend pas bien et les enfants se sentent mal. Moi je dis aux professeurs qu'ils devraient faire participer les plus faibles, ils devraient les aider à se relever, ils doivent traiter tous les élèves de manière égale".

Aujourd'hui les familles veulent :

- que s'inverse la logique de la politique de l'éducation par laquelle l'éducation "la plus pauvre" est réservée aux plus pauvres et que des fonds soient dédiés pour élever la qualité de l'éducation dans les zones marginalisées ;
- il faut combattre dès l'école les préjugés sexistes et qu'il y ait une prévention des violences faites aux femmes dès ce moment là :
- rendre plus flexible le système éducatif afin qu'il ne laisse personne de côté quelle que soit sa situation. L'école doit être un espace ouvert, capable de soutenir chaque enfant, spécialement ceux qui souffrent de difficultés d'apprentissage;
- le travail des professeurs doit être socialement revalorisé et leurs conditions de travail améliorées. Dans leur cursus de formation devrait être incluse une formation aux réalités vécues par les enfants, spécialement ceux vivant des situations de pauvreté ou d'extrême pauvreté;
- l'identité culturelle des enfants doit être respectée. La langue maternelle doit être celle de l'accès au savoir;
- les professeurs et parents doivent maintenir un dialogue constant par le biais de différentes stratégies comme par exemple les ateliers au sein desquels ils peuvent partager leurs besoins réciproques;
- il faut un contrôle plus important de l'argent géré par les associations de parents d'élèves à travers un mécanisme de justification dans la transparence, des recettes et dépenses ;
- il faut renforcer les mécanismes de protection face aux actes humiliants et discriminants à l'école.

Malheureusement, les faits montrent qu'en 2015 les OMD ne seront pas atteints. La lutte qui permettra d'atteindre ces objectifs devra continuer après 2015, mais en y intégrant cette fois la participation des plus pauvres.

Le Mouvement international ATD Quart Monde s'engage à diffuser au niveau mondial les résultats de l'évaluation des OMD à partir de juin 2013. Ce moment conclura la dite recherche et soutiendra les réflexions qui orienteront l'agenda post-2015 pour que soit prise en compte la participation des plus pauvres en tant que véritables experts, de par leur expérience de vie, de l'éradication de l'extrême pauvreté.

1.6. La 12ème Université Populaire Européenne au CESE

L'Europe ne sera "citoyenne" qu'en luttant avec tous contre la misère



Européenne Alors que l'Union s'apprête à faire de 2013 une année "des citoyens" le mouvement ATD Quart Monde avait choisi ce thème "Tous citoyens pour une Europe active contre la misère" pour rassembler 120 délégués venus de dix pays qui ont échangé leurs points de vue avec des parlementaires, des conseillers et des fonctionnaires des institutions européennes au siège du Comité économique et social européen à Bruxelles.

"Vouloir une Europe citoyenne, c'est agir pour une Europe plus inclusive et plus démocratique et vous faites partie de la solution" a affirmé son président Staffan Nilsson en accueillant les participants dont beaucoup vivent ou ont l'expérience de la grande précarité. Un moment rare dans la vie des institutions où il est peu fréquent que la voix des personnes très pauvres soit entendue. "On espère en venant ici qu'on nous comprendra mieux, car ce qu'on vit, il faut le vivre !" dit une militante bruxelloise.

"Nous souhaitons une "année européenne de la citoyenneté", dans une Europe qui se donne comme repère l'éradication de la grande pauvreté" a affirmé Marie-Cécile Renoux, déléguée d'ATD Quart Monde auprès de l'Union Européenne.

Tous citoyens ? "Je me sens citoyen quand je me sens utile aux autres" affirme un autre militant et les contributions n'ont pas manqué au fil de cette rencontre sur le rôle actif dans leur quartier, dans leur immeuble de ces personnes dont les préoccupations semblent si éloignées de celles des institutions européennes. "Lutter contre la pauvreté en Europe, ce devrait être insister sur la dignité et pas seulement distribuer des surplus" affirme un participant.

Dans un contexte de crise, alors que l'ambition européenne pour 2020 est de diminuer la pauvreté, force est de constater "que cela empire et que les plans d'austérité s'attaquent aux services sociaux et appauvrissent davantage les citoyens" souligne Leila Kurki, présidente de section des affaires sociales au CESE. "Il faut que l'Europe sorte de son arrogance, écoute ses citoyens européens surtout ceux qui ne peuvent encore tenir debout et que les acteurs administratifs de l'Union européenne se forment car ils ont oublié la vie réelle. Cela peut se faire par la rencontre, en cherchant à se comprendre" affirme Isabelle Durant, vice-présidente du Parlement européen.

Concluant ces travaux, Eugen Brand, délégué général d'ATD Quart Monde a déclaré : "Aujourd'hui, au XXIème siècle, en Europe et dans le monde, des millions d'enfants, de jeunes et des adultes, ne se sentent pas considérés comme des êtres humains dans la façon dont ils sont traités. Une véritable citoyenneté ne peut exister que fondée sur l'indivisibilité des droits de l'homme. Nous vivons non seulement une crise financière, économique mais aussi une crise de la connaissance". Aussi a-t-il invité les institutions européennes à prendre en compte le savoir des personnes très pauvres en formulant trois propositions :

 à la Commission européenne, pour que celle-ci analyse les effets des nouvelles politiques mises en place au titre de la gouvernance économique sur les plus pauvres en associant ceux-ci à cette étude, en croisant les savoirs et en additionnant les intelligences des uns et des autres ;

- 2. au Comité économique et social européen, en lui suggérant un avis préparé avec les personnes les plus concernées, sur ce que devrait être une "citoyenneté européenne" basée sur le refus de la misère et sur les droits de l'homme.
- 3. au Parlement européen, pour qu'il agisse auprès de tous les Etats membres afin qu'ils signent la charte sociale européenne révisée, que l'Union européenne la signe elle-même et admette la procédure de plainte collective.

Pour ATD Quart Monde, une Europe, qui à l'horizon 2020 s'engagerait sur une politique de "réduction" de la pauvreté et non une politique d'éradication de celle-ci tournerait le dos aux droits de l'homme puisque cette politique sélective ne serait pas universelle. Eugen Brand a réaffirmé sa confiance en une Europe bâtie sur l'égale dignité de chacun et l'accès de tous aux droits de tous, la solidarité et la fraternité, la finalité et le partage des richesses produites, l'effectivité de la justice sociale, l'application des Droits de l'homme. "Une Europe qui s'engagerait dans cette voie là, dit-il, est attendue non seulement par les pauvres du monde entier mais retrouverait la conviction et les inspirations de ses "pères" fondateurs basées sur la construction de la paix et l'entente entre tous les hommes".

1.7. Les Assises du Mouvement International ATD Quart Monde

Les membres du Mouvement réfléchissent ensemble, approfondissent la démarche de connaissance "en quoi la misère est violence-rompre le silence-chercher la paix" et renforcent leurs liens pour se soutenir et durer dans leur engagement.



Au fils des trois années de travail sur la violence de la misère et la paix qui a renouvelé notre compréhension de l'extrême pauvreté et notre vision du Mouvement, c'est la profondeur des engagements des acteurs de cette recherche qui s'est révélée. Si la misère est violence, faire face à la misère c'est faire face au dénuement, mais aussi au mépris et aux humiliations qui écrasent les personnes. Qu'est-ce que cela veut dire pour chacun d'entre nous, dans chacun de nos engagements, là où nous sommes ? Cette réflexion a été le point de départ des Assises, vécues dans toutes les Régions du monde où le Mouvement est présent, entre février et octobre 2012.

1.7.1. Des Assises, qu'est-ce que c'est?

Le mot "Assises" n'est pas un mot très courant. On le compare parfois à "congrès", ou "assemblée générale". Dans ce mot, il y a l'idée de "s'asseoir". Dans la marche du Mouvement, certains vont plus vite, et d'autres plus lentement. Comme notre chemin a des virages et doit surmonter des collines, il arrive qu'on regarde derrière et qu'on ne voit personne. On regarde devant et on ne voit plus personne. Certains peuvent se croire seuls.

Les Assises, c'est un temps où on se retrouve, on s'assied ensemble, on regarde qui on est ensemble. On apprend à se connaître, pour savoir qu'on peut bien compter les uns sur les autres.

En 2004 ont eu lieu pour la première fois des Assises avec tous les membres du Mouvement : militants, alliés, volontaires permanents. Ils y ont rédigé un texte commun. En 2012 ont eu lieu les deuxièmes Assises internationales du Mouvement.

1.7.2. S'approprier la réflexion menée depuis trois ans

Chacun était invité à s'arrêter pour se situer personnellement devant la nécessité de bâtir la paix.

En **France**, les membres ont réfléchi à partir de la question "en quoi la misère est violence dans ma vie, dans mon engagement ?"

Aux **Etats-Unis**, chacun partait de son expérience personnelle ou de celle d'un proche par rapport à la discrimination et à tout type de violence.

A **Madagascar**, une rencontre à Ambohipo réunissant une soixantaine de membres durant quatre jours avait été préparée à partir des questions suivantes : "qu'est-ce qu'on entend par ' Se mettre ensemble ou vivre ensemble' ? Quelles formes de relations faut-il instaurer dans le Mouvement ? Quel est votre engagement actuel et à l'avenir ?"

Au Burkina-Faso, le questionnement était lié à la recherche-action que menait le Mouvement dans le cadre de l'évaluation des Objectifs du Millénaire : "Qu'est-ce que cela veut dire pour nous de reconnaître le savoir de celui qui n'est pas reconnu par son entourage ? A quoi cela nous engage dans nos familles, dans nos communautés ?"

En de nombreux lieux, la réflexion prenait en compte la connaissance bâtie au long des trois années et qui affirme que :

- -la misère est une violence sur les personnes parce qu'elle est faite de mépris, d'humiliations, de refus de considérer les très pauvres comme des êtres humains à part entière.
- -Elle fait partie de ces violences extrêmes qui condamnent au silence et passent donc inaperçues.
- -Pour en sortir, il faut créer les conditions pour rompre le silence, au rang desquelles figure l'engagement de chacun et celui des institutions et reconnaître les efforts des personnes subissant la violence de la misère dans la recherche de construction de la paix.

1.7.3. Par des démarches variées et créatives

Dans chaque pays, chaque région, les manières de se rencontrer et d'échanger ont été diverses et d'une grande créativité.

Aux **Etats-Unis**, sept rencontres à distance ont eu lieu en anglais et en français, avec des membres du **Canada**, des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté, des volontaires de centres communautaires, des universitaires. Chaque rencontre permettait d'être en lien avec des groupes ou des personnes isolées.

En **Tanzanie**, un workshop organisé entre membres du Mouvement et professionnels du monde de l'éducation, de la santé, fonctionnaires de l'état civil, a lancé le travail autour des engagements, en invitant les participants à se demander ce qu'il faut pour mieux avancer, travailler ensemble. Puis une fois par mois, les membres du Mouvement se sont retrouvés pour réfléchir ensemble. De même qu'en **Centrafrique**, la possibilité de pouvoir communiquer avec d'autres membres a beaucoup impressionné et permis des prises de conscience importantes : "J'ai découvert que l'extrême pauvreté, ce n'était pas seulement en Afrique, mais aussi en Europe et en Amérique (...) Jusque là, je travaillais, je gagnais un peu d'argent mais pas assez même pour la vie de tous les

jours, et je pensais que c'était normal. Ce jour-là, j'ai compris que ce que je vivais, ça n'était pas normal, j'ai découvert que l'extrême pauvreté n'est pas une condition normale. Le rôle d'ATD, c'est d'éveiller les gens à comprendre ce qu'est l'extrême pauvreté. Et parce que rien de ce que je faisais ne réussissait, je pensais que ce que je faisais était sans importance, sans intérêt."

En **RD du Congo**, c'était la première fois que se réunissaient les membres du Mouvement, toutes générations confondues. Ils étaient une cinquantaine à Bukavu, le 6 mai : les fondateurs de la dynamique Tapori, les animateurs Tapori et la génération montante des enfants devenus des jeunes assoiffés d' engagement, le groupe des "familles solidaires". Ils ont partagé sur ce qui habite et motive chacun dans son engagement.

En **Asie**, les membres du Mouvement ont créé sur un réseau social un groupe qui a été alimenté au cours des mois par des photos, des textes, en chinois, tagalog, thai, anglais et français. Chaque personne était invitée à parler d'une image qui représentait le Mouvement pour elle. Pour l'une, c'était une balle que l'on se renvoie "parce que chacun peut faire partie du Mouvement, quel qu'il soit", un sourire "parce que le Mouvement rend les enfants heureux", des livres, un oiseau, symbole de la liberté et aussi parce que "comme l'oiseau sur la branche, une personne a besoin de s'appuyer sur une autre de temps en temps, pour moi ATD est le groupe sur lequel on peut s'appuyer", un cocotier, symbole de l'arbre de vie, qui a besoin d'être enraciné dans la vie quotidienne de populations diverses, "marchant, travaillant, écrivant, luttant et rêvant ensemble".

En **France**, les membres ont profité des toutes les rencontres au niveau local, régional ou national pour réfléchir sur leur engagement à partir de clips vidéos où des acteurs de connaissance s'expriment. Ce fut pour les militants l'occasion "d'avoir une parole et une expérience qui étaient reconnues, que l'on pouvait dire. Alors que jamais ça n'avait été dit de cette manière-là."

Au Centre International, à la fin des Assises, une rencontre internationale a rassemblé durant une semaine soixante personnes venues de 15 pays différents. Chaque personne était invitée à titre personnel car porteuse d'un engagement, et non comme déléguée d'un pays. L'objectif était de se découvrir mutuellement, ce qui a pu être réalisé grâce à des temps en petits groupes, des ateliers créatifs et des moments en plénière, et, à travers chaque personne, de découvrir d'autres qui sont au cœur de leur engagement et le motivent. "Dès le premier jour, en se présentant à travers les mots et les symboles du bogolan, des mots comme marche, équilibre, connaissance, amitié, entraide, paix, union, changement, famille, chacun s'est situé dans un aujourd'hui, dans ses liens avec les personnes qui font référence pour lui".

"La dynamique du bogolan m'a poussée à aller au fond de moi-même et à chercher des mots pour l'exprimer."

1.7.4. Faire Mouvement ensemble, pour les autres

Les Assises ont fait grandir la confiance entre les personnes, qui ont beaucoup travaillé à écouter l'autre et fait le chemin nécessaire pour se comprendre. La prise de conscience de l'importance de ces liens pour durer dans son engagement, pour aller vers d'autres, est l'un des fruits des Assises.

"Les participants aux USA ont partagé en petits groupes des moments qui étaient très personnels, et difficiles à exprimer. Il a fallu la confiance entre eux. C'était aussi une façon d'apprendre à mieux se connaître. Cette expérience a conduit à réfléchir davantage sur les conditions qu'il est nécessaire de créer de sorte que d'autres puissent avoir des conversations similaires. Celles-ci aident à changer les préjugés et le sentiment de honte, et permet de s'unir pour la justice sociale."

"Ce qui m'a frappé durant les Assises c'est l'intérêt avec lequel ton interlocuteur recevait le message que tu lui adressais. Vraiment il se laissait percer par tes idées, témoignages, expériences... Même si pour communiquer c'était souvent difficile à cause de la langue, nous trouvions des moyens très solides pour échanger et dialoguer entre nous."

"Nous avons parlé comment les liens entre nous sont nécessaires pour faire face à la violence. Ces liens qui peuvent littéralement sauver des vies (...) Ces liens créent la paix en donnant à l'autre le courage de continuer. Tous font tellement d'efforts pour atteindre d'autres à travers ces liens, parfois avec des mots, parfois avec des gestes, et parfois simplement en s'asseyant en silence à leurs côtés."

"Créer entre nous et avec tous les autres la seule sécurité qui compte vraiment pour l'humanité : la certitude qu'on ne sera jamais abandonné, qu'on compte pour les autres et que notre intelligence est attendue. Nous devons beaucoup travailler pour bâtir cette sécurité-là dans notre Mouvement et dans le monde".

Les différents membres ont découvert leurs engagements mutuels, reconnaissant le rôle de chacun, posant les questions de la nécessité de la communication, de la manière de vivre une coresponsabilité où chacun fait attention à l'autre.

"Nous-mêmes nous faisons des petits pas, et il ne faut pas oublier de se retourner pour voir celui qui n'a même pas osé donner son premier pas. Il faut se retourner pour aller chercher celui-là."

"Comment nous organiser pour rester en lien, comment continuer à nous donner des forces, penser notre Mouvement tous ensemble? (...) pour continuer à avancer toujours plus "têt ansanm", en mettant nos têtes et nos intelligences ensemble. Nous devons permettre aux membres du Mouvement de se parler au niveau du monde (...) et nous voudrions y réfléchir à partir de ceux qui peuvent parfois se sentir isolés."

"Après ces rencontres d'Assises que nous avons vécues ici ou ailleurs, nous retournons là où nous vivons, là où nous sommes engagés. Comment nous soutenons-nous dans une proximité et un quotidien? Comment continuons-nous à nous bâtir ensemble et à être capable entre membres du Mouvement de toujours mieux comprendre le sens de nos ancrages de militants, d'alliés, de volontaires, le comprendre comme une richesse, rester ouverts, confiants dans ce que l'autre peut apporter comme surprise, comme audace, comme innovation à partir de ce qu'il est, à partir de ce en quoi il est unique?"

La compréhension du Mouvement a été renforcée.

"le Mouvement, c'est chacun de nous, c'est à la fois des espaces collectifs que nous créons et où les plus défavorisés doivent avoir leur place, et ces espaces intérieurs où chacun de nous essaie aussi de faire place au plus fatigué, et où nous nous aidons les uns les autres à cela."

Forts de ces rencontres, de ces engagements partagés et liés, de ces questionnements que l'on doit continuer à travailler entre nous, des chemins de paix se sont ouverts:

"Si on continue sur ce chemin-là, la paix peut venir au bout".

"Pour permettre que nos voix montent jusqu'aux instances, il faut que nous-mêmes on sonde nos cœurs. Il faut travailler cette connaissance de rompre le silence entre nous, sinon on écrira de bons papiers mais cela ne servira à rien. Afin que la paix règne, il faut une vraie solidarité, un rassemblement; se considérer et se soutenir mutuellement, partager nos connaissances, rompre nos rancunes, se sentir responsable de l'autre, c'est là qu'on peut trouver la paix ensemble".

Entre nous, chacun est un remède pour l'autre.

2. <u>Les actions de terrain dans quelques</u> <u>pays</u>

Parmi les 17 pays dans lesquels "ATD Quart Monde - Terre et Homme de Demain" envoie des volontaires, huit ont été retenus pour exposer leurs actions ou une partie d'entre elles. En fin de cette partie, on trouvera également la présentation d'une action menée dans plusieurs pays d'Asie par l'équipe régionale de ce continent.

2.1. Haïti: l'éducation et la santé comme moteurs d'un développement dont les plus pauvres sont acteurs

En Haïti, ATD Quart Monde est présent à Port au Prince dans les quartiers de Haut Martissant depuis plus de 25 ans ; les actions menées concernent l'éducation, l'accès à la santé, la solidarité et le rassemblement des habitants de ces quartiers.

Si le contexte actuel reste toujours marqué par la reconstruction suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010, l'équipe ATD Quart Monde, en plus de répondre aux urgences vécues par les populations, continue de mener des projets s'inscrivant dans le long terme.

Parmi les différentes actions de ce projet, nous avons choisi d'en présenter ici trois :

- Bébés bienvenus : s'adressant aux tout jeunes enfants et à leurs parents, elle lie santé et savoir.
- La pré-école : s'adressant aux enfants de 4 à 6 ans, elle prépare les enfants à entrer à l'école fondamentale.
- Les Campagnes du Savoir : elles se déroulent régulièrement dans différents quartiers de la zone.

Dans ces activités - principalement les deux premières - l'accent est mis sur *la petite enfance*. Dans ces quartiers où la majorité des familles vit dans des conditions de grande pauvreté, les parents aspirent à ce que leurs enfants se développent bien et grandissent harmonieusement. Ce qui comporte plusieurs aspects liés à la santé, au développement psychomoteur, à l'acquisition des apprentissages de base et à la socialisation. L'école représente un grand espoir. Mais pour les familles très pauvres, les obstacles à la scolarisation restent nombreux et pouvoir bénéficier d'un programme préscolaire de qualité accroît les chances d'une scolarité réussie.

2.1.1. Bébés bienvenus

L'activité "Bébés bienvenus" s'adresse aux enfants de 0 à 3 ans ainsi qu'à leurs parents. L'objectif est de favoriser le développement intégral du très jeune enfant et de veiller à la santé de l'ensemble de la famille. Cette activité se déroule sous forme de séances où le jeune enfant est accueilli avec au moins un parent. L'implication des parents contribue à les rendre acteurs du développement de leurs enfants.

Quand un enfant est durablement absent, une visite est programmée dans la famille, pour essayer d'en comprendre les raisons. Celles-ci



peuvent être très diverses. Parfois, il n'y a personne pour amener l'enfant à l'activité. Il y a des situations où la mère va chercher du travail (souvent un travail précaire). Parfois la famille est retournée en province. Des problèmes de santé d'un des parents peuvent être une autre cause.

Dans les faits, ces visites permettent de rétablir le contact avec la famille et parfois de trouver des solutions pour que l'enfant revienne à l'activité.

L'activité comporte plusieurs temps : un temps d'accueil et d'échange de nouvelles entre les participants ; un temps de stimulation précoce pour les enfants ; un temps de promotion de la santé où sont abordées des questions liées à la santé, l'hygiène, la nutrition et le bon développement de l'enfant. Des thèmes plus généraux sont parfois abordés, comme la façon de réagir face à la violence pouvant survenir dans les quartiers. Une collation est donnée aux enfants.

La participation des parents est un facteur essentiel de réussite du projet. En cours d'année, on a constaté que cette participation est devenue plus importante. Une animatrice notait lors d'une réunion d'évaluation : "Nous avons constaté, au cours de ce trimestre (le dernier de l'année) que plus de parents sont motivés à stimuler leur enfant en faisant l'exercice avec eux. Ils utilisent leurs mots habituels, ils captent l'attention de leur enfant. Ils sont aussi plus nombreux à nous aider à laver les jouets et les gobelets en fin de séance".

Des temps spécifiques sont réservés aux enfants souffrant de malnutrition. Une fois par mois, les enfants sont pesés et mesurés. Lorsqu'il est avéré qu'un enfant souffre de malnutrition, il est pris en charge. Le suivi médical se fait en collaboration avec le Centre de Santé Saint Michel (CSSM) et, le cas échéant quand le suivi ne peut pas se faire de façon ambulatoire, l'enfant est référé dans une unité de stabilisation nutritionnelle.

Soixante-six enfants ont fréquenté, à un moment donné de l'année, le programme nutritionnel (ce chiffre comprend des enfants admis avant 2012 mais encore présents durant l'année et tous les enfants admis pendant l'année qu'ils aient ou non quitté le programme). 32 enfants étaient dans le programme le 31 décembre 2012.

L'effectif total des enfants ayant participé à l'activité n'est pas constant pendant l'année, les enfants étant susceptibles de rejoindre le programme en cours d'année. En 2012, il y a eu, selon les périodes, entre 178 et 216 enfants inscrits. On peut considérer que 70 à 74 % des enfants ont participé régulièrement (c'est-à-dire au moins une fois par mois).

2.1.2. La pré-école

Ce programme préscolaire veut toucher en priorité des familles démunies qui ont peu ou pas accès aux programmes préscolaires existants. Il cherche à donner aux enfants les bases nécessaires pour accéder ensuite à l'école fondamentale et à aider les parents à soutenir la scolarité de leurs enfants. Deux classes ont été mises en place dans les locaux même de l'association.

Le programme est entièrement gratuit et un accompagnement des familles est assuré au cours de l'année. Lorsque les enfants sortent de la pré-école, une petite bourse leur est donnée pour soutenir leur inscription à l'école fondamentale.

Pour l'année scolaire 2011/2012, il y a eu 74 inscrits, 37 dans chacune des deux classes. Dans chacune des deux classes, deux enfants ont abandonné en cours d'année. Dans la classe des 4-5 ans, une mère est retournée vivre en province, emmenant son enfant avec elle et un autre enfant a été retiré pour des raisons internes à la famille. Dans la classe des 5-6 ans, les deux enfants qui ont abandonné sont cousins. Ils ont été repris par un de leurs oncles qui vit trop loin pour continuer à venir à la pré-école à Fontamara.

Dans la classe des 4-5 ans, 31 enfants sont passés dans la classe supérieure. Aux quatre autres, il a été proposé de refaire l'année dans la même classe. Ces enfants ont été trop irréguliers pour pouvoir envisager un passage de classe. Cette irrégularité est liée à des conditions familiales souvent très difficiles. Une petite fille a par exemple été très irrégulière en raison de l'état de santé de sa jeune sœur qui a fait plusieurs séjours à l'hôpital et il n'y avait personne pour l'amener à la pré-école. Dans la classe des 5-6 ans, 32 enfants ont quitté la pré-école fin juin. Parmi eux, 24 ont été inscrits à l'École des Mains Ouvertes pour l'année 2012/2013 et 8 autres dans une école du quartier. Tous les enfants qui ont quitté la pré-école ont reçu une aide de 275 gourdes haïtiennes

⁹ Un dollar américain (1US\$) vaut 43,35 HTG (gourdes haïtiennes).

pour s'inscrire dans une école fondamentale. Trois enfants de cette classe n'ont pas atteint le niveau leur permettant de s'inscrire. Il leur a alors été proposé de refaire une année à la pré-école.

Pour l'année en cours (2012/2013), 35 enfants ont été inscrits dans chacune des classes. Dans la classe des 5-6 ans, il y a eu deux abandons au cours du premier trimestre, pour des raisons familiales qui ont éloigné les enfants de la zone.

En 2013, une évaluation sera réalisée, portant sur la situation actuelle des enfants qui ont quitté la pré-école en 2009 et 2010.

2.1.3. Les Campagnes du Savoir

En décembre 2011, l'équipe a relancé une action de partage du savoir dans les quartiers de Haut Martissant. Au cours des années 2000, les troubles et le climat de violence avaient entraîné la suspension de ces activités. Cette action se réalise actuellement à travers deux campagnes annuelles : une durant l'été et l'autre à la fin de l'année. Les objectifs en sont : assurer une présence dans des quartiers très pauvres et mal considérés, à travers une action culturelle ; mobiliser des jeunes et des artistes pour qu'ils viennent partager leurs connaissances et leurs savoir-faire ; rassembler la communauté autour des enfants ; donner la possibilité aux enfants et jeunes de ces quartiers de développer leur créativité.

Deux équipes d'une quinzaine de personnes chacune ont assuré l'animation des activités. Des livres et du matériel didactique ont été mis à disposition pour réaliser les différents ateliers. Les Campagnes comprennent plusieurs étapes : mobilisation, préparation, visites dans les quartiers et discussions avec les familles ; réalisation de la campagne et évaluation de celle-ci.

Durant les Campagnes, les animateurs se rassemblent à la Maison Quart Monde pour prendre le matériel et monter dans les quartiers. Les activités commencent par un rassemblement autour des livres et se terminent par le temps du conte. Enfin, des activités sont proposées en fonction des âges et des envies de chacun : chants, danses, poèmes... A la fin des Campagnes, des évaluations formelles rassemblent les animateurs.

Une trentaine de jeunes animateurs se sont mobilisés dans les Campagnes d'été et de fin d'année. Quelques artistes sont même venus partager un moment avec les enfants. L'importante participation et l'implication des enfants et parents des quartiers (près de 300 enfants lors des Campagnes de fin d'année et environ 250 lors des Campagnes d'été) montrent que l'activité répond à une attente. Si certains parents, au début, demandaient ce que l'on allait donner aux enfants, cette attitude s'est peu vue à la fin. Parents et enfants apprécient une activité qui permet la créativité, la réalisation de belles choses et apporte un temps de détente et de paix dans les quartiers. Des mères de famille habituellement à l'écart sont venues spontanément aider à distribuer le matériel, à veiller à ce que chaque enfant soit servi. Cette aide est précieuse, leur présence contribuant à maintenir un climat serein. La participation d'enfants plus démunis a été relevée, notamment d'enfants non scolarisés. Leur participation dans une activité communautaire est très significative.

Parmi les animateurs, certains sont originaires ou vivent encore dans les quartiers du Haut Martissant, ils connaissent donc bien l'environnement. D'autres ont découvert la zone à l'occasion des Campagnes. Ceux-là évoquent très positivement leurs découvertes et soulignent que cela permet de dépasser les a priori négatifs que l'on véhicule souvent à propos de ces zones. Pour les animateurs des Campagnes, ces dernières constituent aussi une ouverture et un enrichissement.

2.2. USA - La Nouvelle Orléans : "Not Meant to Live Like This"

Many books have been written about Hurricane Katrina, but how many have been written by people living in poverty? "Not Meant to Live Like This" is a humble and moving collection of testimonies from 50 co-authors about their lives in New Orleans before and after Hurricane Katrina. First-hand accounts that lay bare the realities and challenges of living in persistent poverty in New Orleans. These authentic voices tell us what happened to some of those folks who lost everything and were dispersed across the southern United States.

The Fourth World Movement's presence in New Orleans gave its members a unique window into the devastation caused by Hurricane Katrina in 2005. Those families who had survived for years under the weight of persistent poverty were generally the last to be evacuated and many have not returned to the city. In the months following Hurricane Katrina, ATD Fourth World Movement Volunteer Corps members traveled across the southern United States to reconnect with displaced families. While visiting a family in Arkansas, these volunteers were given the idea for creating a book. As the volunteers continued to trace displaced families, they began recording their testimonies, which lead to the production of "Not Meant to Live Like This: Weathering the Storm of Our Lives in New Orleans". Through candid personal accounts, key themes of health, housing, education and violence emerge. This book adds a unique perspective and rich texture to research within the field of social sciences.

In his foreword, William Julius Wilson, Professor of Sociology at Harvard University writes: "I strongly suggest that concerned citizens read "Not Meant to Live Like This"." Author Jonathon Kozol describes it a "powerful book—and one of the only books about Katrina told in the voices of its victims." Professor Bill Quigley of Loyola University, New Orleans, states "these are the struggles and joys of life among those left behind when Katrina hit. Don't miss this book". Chester Hartman, Director of Research, Poverty & Race Research Action Council suggests that "reliance on the direct reporting of those living in poverty gives the book a credibility and comprehensiveness that academic studies often lack."

Sunday 26 August 2012 sees the launch of the much-anticipated book "Not Meant To Live Like This: Weathering the storm of our lives in New Orleans". Born and raised in poverty in the Irish Channel, the 7th Ward and Central City neighborhoods of New Orleans, the inspiring co-authors of "Not Meant to Live Like This" share their experiences and speak candidly about their lives before and after Katrina.

"Our book is to let the world know about our struggles, our suffering and the strength we need to raise our families and to live decently with the little bit we have. Our book will be a testimony to our lives, so that the world will never forget what we have been through and what we are still going through." Sylvia Miller, co-author

In the months following Hurricane Katrina's devastation of the Gulf Coast in 2005, ATD Fourth World Volunteer Corps members based in New Orleans traveled the southern United States to reconnect with displaced members and re-establish a network of support. While visiting the Collins family in Arkansas, long-term volunteers Maria Victoire and Corrinna Bain were given the idea for the book by Eula Collins. Maria and other volunteers then traveled the length and breath of Texas, Georgia, Arkansas, Mississippi, Arizona and Kentucky, tracing displaced families and recording their testimonies. Following this project, Loyola University hosted a seminar of the same title in 2009 where wider issues of extreme poverty were discussed.

What emerged from this process of collecting testimonies and the seminar is "Not Meant To Live Like This: Weathering the storm of our lives in New Orleans": a truly collaborative and original collection of first-hand accounts, involving some 50 co-authors. The book features contributions from families with lived experiences of poverty, other ATD Fourth World members in Louisiana, academics, and social scientists. The book also includes a fascinating foreword by Professor William Julius Wilson. The title – "Not Meant to Live Like This" – came from Miss Emelda Johnson, another co-author who passed away in the Fall of 2008. Her words stay with us: "We need to make the world aware of our struggles."

The Fourth World Movement's presence in New Orleans gave its members a unique window into the devastation caused by Hurricane Katrina in 2005. Thousands died and whole sections of New Orleans were flooded and destroyed. Those families who had survived for years under the weight of persistent poverty were often the last to be evacuated. Many of them were the families with whom the Fourth World had partnered for years, and many have not returned to the city.

The overreaching goal of the book "**Not Meant To Live Like This**", is to bring together the voices of those living in persistent poverty with academic research on poverty eradication. This book adds a context and perspective to research in sociology, anthropology, urban studies, history, social work and a variety of other social sciences. The success of any society rests in its ability to understand and empathize with those who are forced to do more with less, and an understanding of how they build and sustain a community under such circumstances can strengthen society as a whole.

2.3. USA - Nouveau Mexique - Gallup- The Story Garden

Since April 2012, ATD Fourth World has been running a weekly "Story Garden" at the Gallup flea market, in northwestern New Mexico, USA, where Volunteer Corps members have been present for a little over two years.

As families make their way through the outdoor flea market, they can stop, read and discuss illustrated stories with their children, and gather around to browse through large photographic books that both highlight the local area and open us up to the world beyond. Children can roll giant dice to answer questions asking for their input on what they've read, and engage in art and craft activities that further exercise their imaginations and language skills.

Choosing the Gallup flea market as the location of the first Story Garden was not a difficult choice. For many area residents, the Gallup flea market is the main—and often only—social event of the week. Three hundred vendors come from around the county—from the Navajo Nation, the Zuni Pueblo and beyond—all of which are rural, small and sometimes remote communities. Many people have no neighbours within walking distance.

They come to the market to buy or sell jewellery, bread, auto parts, pottery, children's toys, farmer's produce, traditional medicines and products, and much more. They have lunch, catch up with family and friends, and visit the market, sometimes for hours every Saturday. They often do this as a family, with children of all ages alongside parents and grandparents. It is an ideal setting for an intergenerational project aiming to reach families who have little access to libraries, preschool programs, and other social and educational activities.

Here are a few typical moments from the Story Garden's first year:

A man, looking worn out and tired, carries a small child on his shoulders. He asks for a place to sit. With his child in his lap, he takes a board book for toddlers, and silently points to an image on the page. The toddler imitates him and points at the same image, both looking attentively. Page after page, they read the book together silently in this way.

Two parents relate the challenges their six-year old has faced in school, and how they've tried to support him, and other children, in many ways. Week by week, they proudly relate more accomplishments.

A mother with 5 children asks for help finding temporary shelter for a few nights. It takes her children a few minutes to feel comfortable, then they begin to draw and colour before heading to the shelter with artwork to decorate their room for the night.

Two parents ask us to come regularly to their town, two hours north, to make the activities and books part of their visitation time with their children who've just been placed in foster care. Their children were eager, weekly participants in the Story Garden before being placed in foster care.

Fourth World Volunteers developed the Story Garden to build on the following community aspirations:

- 1. A hope for positive, successful learning experiences for children from low-income families, among whom educational abandonment is high
- 2. A hope for more opportunities for development and creative expression for young children who do not attend preschool, and for elementary- and middle-school-aged children who do not have after-school activities, to support progress with their academic and social development
- 3. A hope for more positive connections between vulnerable community members and institutions meant to serve them (schools, libraries, neighbourhood groups, social services) to facilitate their constructive participation and a greater inclusiveness toward the families who could most benefit from these services

The Story Garden supports these aspirations in two ways:

- By providing the space and opportunity for positive parent-child interaction and for increased exposure to learning materials in a welcoming environment close to where families live or gather.
 - In 2012: the Story Garden reached 520 children (birth 13) & their families at least once, some for only a few minutes, some regularly throughout the year; 30 of those children & their families participated weekly.
 - In 2012: Fourth World Volunteers built relationships leading to the expansion of the Story Garden to key communities where a few Story Garden families live.
- By developing a family-centered relationship with participants, ATD Fourth World gets to know the family's particular challenges, strengths and aspirations. An individualized accompaniment and support, through the ups and downs a family goes through, is built around these aspirations.
 - In 2012: Fourth World Volunteers accompanied several families from the Story Garden to access community services providing support with food, housing, health care, and clothing.
 - In 2012: Fourth World Volunteers supported a few Story Garden families to maintain relationships between parents and children during transitions involving foster care and homelessness.

2.4. Burkina Faso : la promotion de la rencontre des savoirs.

ATD Quart Monde est présent au Burkina Faso depuis une trentaine d'années. L'un des principaux objectifs des actions - Cour aux cent métiers, bibliothèques sous les réverbères, actions de partage du savoir en milieu rural - qu'y mène aujourd'hui ATD Quart Monde est de promouvoir la solidarité au sein de communautés urbaines et rurales à partir et avec les populations les plus pauvres en prenant appui sur leurs propres savoirs. Il s'agit d'apprendre de ces populations à quelles conditions elles peuvent être actrices ensemble de la vie de leur communauté pour mieux soutenir les dynamiques de solidarité qui y sont à l'œuvre, en portant une attention prioritaire aux plus pauvres. Ces populations ont toujours bâti un "vivre-ensemble" mais les évolutions de la société bousculent et même remettent en cause les pratiques communautaires.



Que celui qui croit ne pas savoir apprenne à celui qui croit savoir

C'est pourquoi en 2012, le Mouvement ATD Quart Monde s'est investi avec des personnes subissant elles-mêmes la grande pauvreté et d'autres partenaires de l'éducation, enseignants, responsables ministériels, dans une recherche-action sur le thème : "Sur quels savoirs prendre appui ensemble pour ouvrir l'avenir de tous ?".

Cette recherche-action a eu pour objectif de :

- Permettre aux communautés, familles et personnes pauvres ou très pauvres de se découvrir porteuses d'une connaissance pertinente et essentielle face aux grands enjeux du pays et les mettre en situation de partager cette connaissance à d'autres acteurs de l'éducation pour tous
- Créer les conditions d'un décloisonnement, entre les différents savoirs (familiaux, communautaires, scolaires, professionnels) à partir de la méthode de la *"rencontre des savoirs"*.
- Discerner des pistes d'actions et d'engagements afin qu'une réflexion sur des projets-pilotes susceptibles de répondre aux aspirations de l'ensemble de la communauté éducative à mettre en place soit ouverte.
- Permettre aux partenaires institutionnels d'entrer dans une compréhension approfondie de ces choix éducatifs susceptibles d'éclairer des choix d'orientation de politique globale au niveau de l'éducation.
- Contribuer à une évaluation qualitative de l'Objectif du Millénaire pour le Développement numéro 2, portant sur l'Éducation de base pour tous.

La recherche-action est transversale à toutes les actions menées par ATD Quart Monde au Burkina Faso depuis le mois de novembre 2011. Elle s'alimente ainsi d'éléments de connaissance acquis par l'action auprès de populations en situation de rupture communautaire et d'extrême pauvreté. Le principal présupposé méthodologique de cette recherche-action est la reconnaissance par

l'ensemble des acteurs investis que les premiers détenteurs des savoirs essentiels pour résister à la misère et s'en émanciper sont ceux qui y sont confrontés chaque jour.

L'émergence de savoirs spécifiques à l'action en milieux pauvres et très pauvres suppose une méthodologie et des outils qui leur sont propres. Un outil privilégié au sein du Mouvement ATD Quart Monde pour apprendre de l'action est le partage permis par l'utilisation des livres. Le livre peut s'inscrire dans la relation d'accompagnement en rendant possible l'ouverture d'un espace relationnel qu'investissent ensemble *"le pauvre et le non pauvre"* de manière à sortir de cette catégorisation pour se reconnaître mutuellement acteurs d'un partage des savoirs.

Lors d'un dialogue collectif avec des jeunes et enfants vivant dans la rue sur la nature du savoir qui oriente leur vie, Alaï, 16 ans, répondait :



avoir de savoir."

"Le savoir, je peux donner des exemples dans ma culture, dans la culture peul. Dans le savoir, ce qui est capital, c'est de cultiver et savoir l'élevage. Il faut ce savoir parce que quand la saison n'est pas bonne et qu'il n'y a pas assez de pluie, il faut te tourner vers l'élevage. A ce moment, il faut savoir comment permettre aux animaux de faire face pour pouvoir par la suite enlever quelques têtes, les vendre et acheter des vivres pour la famille. Tout ça, ça demande un savoir. Mais le savoir, ce n'est pas uniquement à l'école qu'on peut l'avoir et quelqu'un peut ne pas faire l'école et avoir plus de savoir que celui-là même qui a été à l'école. Le savoir, c'est dans le cœur. Et pour avoir un savoir, il faut avoir un cœur, chercher vraiment à savoir, là tu auras le savoir. Même à l'école, si tu n'as pas le cœur pour chercher le savoir, tu ne peux pas

La recherche-action a donné l'opportunité d'expérimenter - outre l'action au sein des communautés de base - une seconde source d'émergence de connaissance : la rencontre des savoirs. Cette méthodologie, inspirée par la méthode du Croisement des Savoirs¹⁰ a été mise en œuvre au Burkina Faso lors d'une session de travail, en juin 2012. Elle consiste en une dynamique rythmée par trois étapes :

 Favoriser le retour de chacun des acteurs-chercheurs, personnes qui vivent dans la grande pauvreté, enseignants, responsables ministériels, sur sa propre expérience. Les entretiens, quand ils s'inscrivent dans une relation de confiance bâtie le plus souvent sur des années, sont un moment privilégié pour les "acteurs-chercheurs". C'est aussi pour beaucoup l'occasion de formaliser des pensées qui, sans cette espace, restent "silencieuses":

"J'aurais souhaité élever mes enfants comme les autres, mais je n'ai pas encore les moyens de le faire. Ce que je souhaite, c'est que Dieu nous donne le courage, que chacun puisse travailler pour avoir ce qu'il veut. Que Dieu nous donne la force d'aimer les enfants, qu'on puisse continuer à soutenir les enfants, quel que soit l'enfant qu'on a, que la misère sorte.

Souvent quand je viens ici aux rencontres à la Cour, je prends des choses ici pour apprendre, mais je n'ai pas ce pouvoir. Je pense que si je gagne ce pouvoir, les gens sauront que moi je voulais ça, mais c'est parce que je n'avais pas les moyens. (...) Souvent, quand je parle, j'ai envie de dire certaines choses mais les problèmes font que d'autres pensées viennent. Souvent, quand les problèmes viennent comme cela, je préfère me taire. Souvent, il faut laisser passer..." (entretien avec Monsieur T. acteur qui vit dans la pauvreté).

 Produire un savoir spécifique à partir de cette expérience. Cette étape consiste à réunir les conditions méthodologiques susceptibles de permettre à l'acteur-chercheur de passer de la relecture de l'expérience à la fondation d'un savoir. Cette étape est nécessairement

_

Le croisement, entre les savoirs de vie des personnes en grande pauvreté, les savoirs universitaires et les savoirs d'action des professionnels, permet une meilleure compréhension des problèmes de société, une co-production de connaissances plus justes et fondées. Il renforce la capacité des acteurs à agir ensemble, pour améliorer les conditions de vie des personnes en grande précarité, et réaliser les transformations sociales nécessaires.

collective et doit être vécue au sein de la communauté d'appartenance de l'acteur-chercheur¹¹.

• Favoriser l'enrichissement mutuel entre les différents types de savoir : la rencontre des savoirs. Cette étape vise à produire un savoir émancipatoire ou libérateur. Cette étape est celle de la rencontre des savoirs à proprement parler. Chaque acteur-chercheur accueille et se positionne par rapport aux savoirs des autres. Elle correspond à l'émergence de savoirs émancipatoires qui s'inscrivent au centre de la recherche-action.

Que l'on soit extrêmement pauvre ou non, les savoirs fondamentaux qui nous orientent dans la vie se rejoignent par-delà la diversité de nos vies. Ce point de concordance est fondamental du point de vue de la recherche-action car il fonde une reconnaissance mutuelle, source d'émancipation pour chacun des acteurs-chercheurs :

"Je suis contente de ces rencontres de cœurs, rencontres de savoirs. Je n'avais jamais pensé que moi je puisse faire partie d'un groupe comme ça qui puisse se rencontrer. Mais j'ai vu que ça a été possible. Je suis très contente."

La reconnaissance de cette égalité produit un renversement du jugement porté sur soi et sur les autres : les acteurs-chercheurs ayant une expérience directe de la grande pauvreté et de l'exclusion se découvrent détenteurs d'un savoir reconnu. Il y a renversement et passage d'un savoir non-reconnu fondé sur une identité humiliée à un savoir reconnu fondateur d'une identité de fierté.

Du point de vue de la recherche-action, ce n'est pas le seul acquis : cette étape de croisement des savoirs semble provoquer un *élargissement de l'intelligence*, c'est-à-dire de la capacité des différents acteurs-chercheurs de reconnaître comme légitime d'autres types de fondation et de construction de savoirs, tout en reconnaissant la validité de son propre savoir.

Au moment de l'évaluation de cette rencontre des savoirs, les acteurs-chercheurs ayant une expérience directe d'exclusion sociale liée à la grande pauvreté témoignent ainsi de cet élargissement :

"Je crois que c'est la première fois que nous avons vécu cela. Comme le dit bien l'adage mooré "le plus chanceux c'est celui dont la ceinture se brise devant l'arbre à lianes". Grâce au pardon le croisement de savoirs a été une réalité. J'affirme que même si quelqu'un avait quelque chose contre son voisin, contre quelqu'un d'autre, à la rencontre, grâce au pardon on a laissé tomber tout ça pour apprendre de l'autre, partager son savoir avec l'autre. Cela nous a permis de planter un arbre de paix, chacun de nous a mis la main et on a planté un arbre, l'arbre va porter beaucoup de fruits et des fruits qui vont demeurer. De ces rencontres les esprits se sont rencontrés, les esprits se sont croisés, les mains se sont tenues les unes les autres et c'est ça qui a facilité ce partage de savoirs. L'ombre de cet arbre d'amour que nous avons ensemble partagé grâce à ce croisement des savoirs, beaucoup vont s'y abriter et cela ça ne va pas susciter beaucoup de discussions."



¹¹ Les personnes qui vivent la grande pauvreté se retrouvent entre elles pour réfléchir collectivement sur leur expérience qui est très spécifique. Leurs réflexions produisent un savoir très précieux et indispensable à comprendre réellement leur vie, leurs aspirations comme, par exemple, une éducation réussie pour leurs enfants.

_

¹² Les personnes impliquées dans cette réflexion collective font des prises de conscience et donc acquièrent des savoirs qui leur permettent de mieux comprendre leur vie et le monde, des savoirs qui sont libérateurs.

Cette session est une étape d'expérimentation méthodologique importante pour la dynamique de recherche-action qui aboutira à un séminaire international. Cette expérimentation a été féconde à différents niveaux :

- Le savoir des populations très pauvres a été capitalisé, partagé et reconnu par d'autres.
- Les personnes très pauvres ont pleinement participé à la préparation de la session et à sa réalisation (animation de petits groupes, restitution des travaux et prises de parole en plénières...).
- Les groupes de pairs ont approfondi leurs pensées et connaissances spécifiques.
- La pertinence et la validité des outils de croisement d'expériences et les méthodes de "rencontre des savoirs" ont été confirmées.
- Les personnes très pauvres sont mobilisées, leurs capacités sont renforcées en vue de préparer avec elles le séminaire international qui aura lieu à Ouagadougou en février 2013.

D'ores et déjà, ce travail a porté des fruits : les familles qui vivent dans la grande pauvreté au Burkina Faso aspirent à une réelle éducation pour leurs enfants et à l'accès à un métier. Mais elles savent que l'école n'accomplit pas cette mission et de plus coupe les enfants des valeurs traditionnelles que leurs familles souhaiteraient leur transmettre. Les partenaires de l'éducation, enseignants, responsables ministériels ont entendu ces réflexions et ont cherché ensemble de nouveaux chemins.



2.5. Philippines : des savoirs, nés dans des lieux de misère, offerts à la communauté internationale

Même si la pauvreté est accablante par son aspect pluridimensionnel, il est possible de se mobiliser sur un point fort qui aura des conséquences positives dans tout le reste de la vie des personnes concernées. Ce projet prouve qu'une mobilisation des personnes très pauvres est possible.

2.5.1. Connaissance et représentation

L'équipe de volontaires permanents du Mouvement ATD Quart Monde a développé cette année une action qui se fonde sur le soutien aux familles très défavorisées notamment dans le domaine du logement et de l'éducation. Beaucoup d'entre elles sont forcées de vivre dans des habitats de fortune et des lieux insalubres comme sous un pont de l'avenue Quirino à Manille ou un cimetière public. Ces conditions de vie très précaires affectent plusieurs aspects de leur vie et ont un effet désastreux sur les possibilités d'éducation offertes à leurs enfants.

L'équipe a choisi de centrer son action sur la connaissance de toutes les dimensions de ces difficultés en bâtissant un savoir à partir de l'expérience des familles qui vivent ces conditions hors du commun.

Ce savoir a permis de gagner en efficacité dans l'action locale pour le soutien au relogement des familles. Il a été porté dans les plus hautes sphères de la représentation publique au cours d'un séminaire international contribuant à l'évaluation des *Objectifs du Millénaire pour le Développement*.

Le Forum est à la base de cette connaissance. Il est le lieu d'échange et de réflexion entre des membres très pauvres de quatre communautés de Métro Manille et des amis qui les soutiennent, à propos des conditions de vie des personnes réunies. Celles-ci sont issues des slums, des baraques sous le pont de l'avenue Quirino, du cimetière Nord, de Pandacan et de Navotas près d'un pont (en partenariat avec la communauté des Sœurs de la Bonne Nouvelle).

Les rencontres du Forum se sont tenues régulièrement chaque mois, et situées en alternance soit à la maison Quart Monde, soit dans les communautés de façon à mobiliser davantage de personnes. Dix "study groups" ont eu lieu pour approfondir le plus possible la réflexion commune.

Les thèmes de discussion du Forum ont permis de développer avec les familles très pauvres, une connaissance et une compréhension très précise et utile de leurs réalités de vie.

Le Forum, et cette année son extension par les "study groups", a été le centre de la recherche-action pour contribuer au projet international d'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ces "study-groups" ont été constitués de vingt-quatre personnes issues des quatre communautés. Les familles ont choisi de travailler les objectifs 7 et 2 des OMD, ayant beaucoup à dire sur leurs conditions d'habitat, sur les conditions de vie insupportables, sur les déplacements forcés dans des lieux inappropriés.



2.5.2. Une recherche-action autour des questions d'éducation et de logement

La recherche-action sur les questions d'éducation et de logement pour la participation à l'évaluation au niveau mondial des Objectifs du Millénaire a également permis de recentrer l'action locale et de développer les travaux avec des partenaires :

• Le travail des "Study groups" entre des membres de la communauté et des praticiens ou acteurs de terrain a créé de nouvelles relations et a resserré le tissu social.

- Les familles très pauvres, après avoir formulé leur pensée grâce à la réflexion pendant les forums, ont participé à la production de plusieurs vidéos de la série "Unheard Voices". C'est un aboutissement direct et qui a une forte valeur d'émancipation pour les personnes qui s'expriment ainsi que toutes les personnes qui voient les vidéos.
- L'équipe s'est investie dans la préparation de la délégation au séminaire international à Bruxelles et Pierrelaye en janvier 2013. Quatre personnes ont eu la responsabilité de rapporter les travaux réalisés dans le pays au cours du séminaire de Bruxelles. Elles ont fait une contribution spécifique pour lancer l'atelier par la question suivante : "Quels systèmes de soutien sont nécessaires pour élaborer un système éducatif réussi, conduisant à des emplois et des conditions de vie décentes pour tous, y compris les plus défavorisés ?"
- Tous ces travaux ont conduit également à la création d'une équipe d'amis bénévoles pour traduire ou interpréter les échanges entre le Filipino et les autres langues, ce qui amplifie de façon considérable les possibilités d'échanges intra-nationaux et internationaux.

La connaissance acquise et les prises de conscience des familles très pauvres concernant leur situation a permis un accompagnement plus efficace dans les communautés. La priorité a été donnée à la communauté qui vivait dans des abris de fortune sous le pont de l'avenue de Quirino, très fragilisée par le projet d'expulsion et de relogement. A ce stade du projet municipal, les familles ont réussi à obtenir une information précise sur leur devenir, ce qui est très important et a nécessité tout un investissement auprès des autorités. Elles ont pris conscience de leurs droits, des risques que comporte un relogement excentré, offrant peu de possibilité de travail, peu d'accès aux services publics et des difficultés de scolarisation.



Réunion d'information dans la communauté sous le pont

Enfin, les actions de connaissance et représentation ont permis le développement des relations avec d'autres ONG, avec le gouvernement, sur les questions d'éducation, de logement, d'aide légale et de justice.

2.5.3. Des savoirs co-produits et partagés, offerts à la communauté internationale

Les familles ont pu exprimer que l'éducation de leurs enfants est touchée de façon très négative par toutes les difficultés liées à la pauvreté. Le logement inadéquat, les menaces d'expulsion, les relogements inappropriés, le travail précaire, les revenus irréguliers, la mauvaise santé, l'absence de document d'identité rendent quasiment impossible une fréquentation régulière de l'école ou même toute fréquentation.

En attendant un éventuel relogement, des familles ont été priées de ne pas inscrire leur enfant à l'école proche de leur résidence, bien que l'éducation soit obligatoire. Lorsque les familles sont relogées, elles risquent de se trouver dans des lieux excentrés dont les écoles sont déjà pleines, ce qui imposerait de nouvelles charges pour un transport éventuel vers les écoles de centre ville.

La discrimination à l'encontre des enfants venant des quartiers très pauvres est extrêmement dommageable. Elle développe un manque d'estime personnelle chez les enfants et produit une baisse d'une part, de l'exigence, d'autre part, de l'attente de bons résultats scolaires de la part des enseignants. Les parents se sentent impuissants devant cet état de fait.

L'école est supposée gratuite mais les coûts cachés sont nombreux. Les frais d'inscription, d'achat d'un uniforme, de photocopies, de matériel... etc sont extrêmement lourds pour certaines familles désargentées. L'accès aux bourses scolaires semble arbitraire et la montée de l'éducation privée affaiblit l'éducation publique et donc accessible à tous.

Face à cet état de fait, les familles ont formulé les propositions suivantes :

- Les projets d'urbanisation et de développement de population doivent être intransigeants sur la continuité de la scolarisation des enfants.
- Les enseignants doivent recevoir une information sur les conditions de vie des familles très pauvres et une formation sur la psychologie des enfants.
- Dans les classes, des enfants de différents niveaux scolaires doivent être représentés afin de créer une stimulation et des pédagogies coopératives.
- Le cursus scolaire doit faire coïncider les matières pratiques et les matières intellectuelles et doivent mettre en valeur les compétences des enfants acquises en dehors de l'école.

Ici, au cœur de communautés menacées par des conditions de vie très précaires et davantage fragilisées par un déplacement, un dynamisme a pu être créé. La production d'un savoir né d'une réflexion collective au sein de la communauté avec ses différents membres a permis d'affirmer que des changements réels des conditions de vie se développent et sont donc possibles. Cette production de savoirs sera utile à d'autres au sein de la communauté internationale.



Préparation du 17 octobre lors d'un forum à la Maison Quart Monde. Cette maman écrit : "Quand notre quartier sera démoli, j'aimerais être transféré dans un endroit comme celui-ci, que je dessine : c'est au centre de tout. Je peux y vivre dignement".

2.6. Tanzanie : l'enregistrement à la naissance comme premier pas pour l'accès aux Droits fondamentaux

L'équipe de Tanzanie soutient plusieurs actions auxquelles des familles très pauvres participent, y puisant confiance en elles-mêmes, reconnaissance, espoir dans l'avenir et désir de s'engager au service de leur communauté. Ces familles sont membres du mouvement et contribuent activement à sa construction et à son développement, elles en sont les leaders dans toute la mesure du possible.

Les principales actions développées par l'équipe sont :

- le soutien des familles dans l'accès des enfants à l'école primaire et sa fréquentation régulière,
- l'apprentissage de la lecture et de l'écriture pour les adultes,
- le soutien des familles pour l'enregistrement des enfants à l'état civil.

C'est cette dernière activité qui est développée ici. L'obtention de plusieurs centaines de certificats de naissance sur toute la durée du projet a permis à des parents vivant dans l'extrême pauvreté de gagner en autonomie en se percevant comme dignes de droits, capables d'agir dans la société et capables d'aider d'autres à accéder à leurs droits.

De plus, des ateliers de partage des savoirs ont permis aux membres du Mouvement ainsi qu'à des personnes reconnues dans la société, d'avoir des échanges à égalité, dans un esprit de partage et de construction de savoirs.

Deux succès prouvant l'autonomisation des personnes très pauvres :

En avril 2012, des ateliers intitulés "Working together as Equal Partners" ont permis à des personnes très pauvres et à des personnes en "situation d'autorité" (directeurs d'écoles, médecins, personnel administratif...) de travailler ensemble pendant deux journées, d'avoir des échanges à égalité, dans un esprit de partage et de construction de savoirs.

Des personnes très pauvres ont pu prendre un rôle de leader dans l'action d'enregistrement à la naissance. Actuellement, deux personnes qui travaillent à la carrière comme casseurs de cailloux assurent la responsabilité de l'action à Tegeta: mobilisation des familles, préparation des dossiers, accompagnement des familles à l'administration de l'état civil... Ils sont bien sûr soutenus par l'équipe ATD dans cette responsabilité, mais l'action est clairement entre leurs mains.



Une préparation longue et minutieuse :

La procédure d'enregistrement à la naissance n'est décrite nulle part dans les services concernés et varie en fonction des secteurs géographiques. La loi requiert que les enfants soient enregistrés dans les 90 jours après leur naissance, mais il est encore possible de le faire plus tard. Les parents qui vivent dans la grande pauvreté ne sont pas toujours conscients que ces certificats auront une importance considérable pour l'avenir de leurs enfants. Ils savent par exemple qu'il est possible de payer un bakchich à l'enseignant, mais alors l'enfant n'est pas officiellement inscrit. Toutes ces questions ont été discutées en groupe de parents ce qui a créé une mobilisation dans le quartier et au-delà, parmi la famille et les amis. La question du prix de l'enregistrement n'est pas le seul problème. Il y a la question de la confiance en soi et de la marche à suivre si les parents ne disposent d'aucune explication claire de la part de l'administration.

L'étude sur les conditions nécessaires pour mettre en œuvre ce droit a permis les réflexions suivantes :

Des mères de familles se sont exprimées ainsi : "Dans notre groupe de femmes, nous avons découvert que nous étions nombreuses à être confrontées au problème de ne pas avoir de certificat de naissance pour un ou plusieurs de nos enfants. (...) Les causes sont différentes mais le résultat est le même : on a besoin du certificat pour que l'enfant aille à l'école. C'est un problème aussi à l'âge adulte, par exemple pour avoir un emploi comme celui de policier. On a réalisé qu'on ne donnait pas les meilleures chances d'avenir à nos enfants. On a réalisé aussi que beaucoup de parents n'avaient pas conscience de cette responsabilité, en conséquence nous avons décidé d'assumer cette responsabilité, non seulement pour nos propres enfants, mais aussi pour les enfants de notre quartier."

Un père de famille travaillant à la carrière de Kudunchi a dit : "La plupart d'entre nous n'avons pas de certificat de naissance pour nos enfants. On sait que c'est mauvais pour leur avenir, mais on ne l'a jamais fait pour différentes raisons : par manque d'argent, par manque de document officiel, manque d'information sur la procédure, l'éloignement des lieux d'enregistrement, etc."

Aller jusqu'au bout du processus



totalement dépossédées.

Encourager les familles à enregistrer leurs enfants, surtout lorsqu'on peut contribuer aux frais d'enregistrement n'est pas le plus difficile. Mais il est important d'aller jusqu'au bout de la démarche lorsqu'elle devient compliquée. Les parents peuvent se décourager par exemple doivent fournir des documents lorsqu'ils supplémentaires, lorsque leur bonne foi est mise en doute, lorsque le certificat n'est pas prêt et qu'ils sont convoqués pour venir le retirer, lorsqu'ils sont mal reçus par l'administration. Le plus important est d'aller jusqu'au bout avec les plus pauvres de la communauté afin qu'ils puissent prouver que c'est possible pour tous, afin de créer des liens de solidarité entre les et afin de redonner personnes responsabilité aux personnes qui en étaient

Ce sont tous ces aspects qui nous ont conduits à nous centrer sur un nombre limité de personnes. Ce choix a cependant eu un fort impact sur l'ensemble de la communauté dans la dynamique d'autonomisation.

Être présent aux plus pauvres

Le nombre de personnes très pauvres, touchées par l'action dépend de la capacité des leaders du projet à établir des liens forts de proximité avec les personnes les plus exclues. Grâce a ces liens, l'action n'est pas perçue comme un "service public" et les personnes très pauvres peuvent se voir elles-mêmes comme membres actifs d'une communauté responsable qui prend des initiatives pour assurer l'avenir des enfants. Les membres d'ATD Quart Monde et leurs amis entrent en relation avec les personnes les plus pauvres dans la durée : c'est toujours grâce aux habitants pauvres d'un quartier, connaissant ATD depuis longtemps, qu'il est possible de découvrir ceux qui sont le plus en retrait de la communauté, en se laissant guider. Il faut toujours être vigilant à ne pas se limiter à une action avec les personnes les plus dynamiques, ce qui exclurait de fait les plus faibles.

Coopérer avec les autorités locales

La coopération avec les autorités locales est par ailleurs décisive pour faire aboutir le projet et surtout pour faire évoluer les pratiques, afin qu'elles soient plus accessibles aux populations pauvres. Les autorités locales doivent être mobilisées à tous les niveaux à commencer par "le plus bas", celui des "Ten Cells leaders" c'est-à-dire des personnes responsables d'un groupe de dix maisons. Ces leaders locaux sont les plus proches des personnes pauvres et bien souvent ont besoin eux aussi de certificats de naissance pour leurs enfants. Ils aident à identifier les familles qui pourraient bénéficier du projet, ils aident à faire passer les informations et à inviter aux réunions, à encourager les personnes.



Parfois également, ils aident à comprendre où sont les blocages dans le déroulement du projet et comment y remédier.

Le second niveau d'autorité locale est le "street government". Ces responsables sont précieux lorsqu'une famille n'a aucun document pour son enfant (attestation d'hôpital, carnet de santé, certificat de baptême...). Ils le sont plus encore tout au long du projet en étant témoins. Ils voient l'énergie et la force des familles dans les visites, les réunions, les efforts pour mobiliser d'autres et pour responsabiliser leurs proches. Ils sont témoins des difficultés que les parents endurent au cours de la procédure d'enregistrement devant faire face à différents personnels administratifs, policiers, secrétaires, juges, etc. Cette position de témoin permet également, dans une étape ultime du projet, de formuler des propositions pour améliorer la procédure et la rendre accessible à tous.

Il faut enfin rencontrer les plus hauts responsables administratifs de l'enregistrement à la naissance, bien sûr avec les familles investies dans le projet, pour arriver à une compréhension commune des difficultés rencontrées et pour les dépasser.

Ce projet démontre qu'une mobilisation commune de personnes défavorisées avec d'autres qui le sont moins et des autorités locales en vue d'actions concrètes communes, permet de lutter contre la pauvreté et l'exclusion de façon durable, reproductible et au bénéfice de la communauté toute entière.

2.7. Sénégal : à partir des très pauvres, des actions significatives pour l'ensemble d'une communauté

Depuis ses débuts au sein du pays, le mouvement ATD Quart-Monde recherche les manières d'assurer une présence pertinente et régulière dans des quartiers les plus stigmatisés et auprès des familles qui vivent dans les situations les plus précaires.

Cette présence permet une connaissance de la vie du quartier, une rencontre avec ses habitants, la création de liens de confiance et une reconnaissance mutuelle. Ainsi, les membres du Mouvement ont la volonté de soutenir des actions communautaires de solidarité basées sur la réflexion et la résistance, à partir de la réflexion des plus pauvres. Ces actions ont également pour vocation d'être des chemins d'engagement pour tous ceux qui aspirent à rompre le cercle de la misère et à vivre la paix au sein de leur communauté.

2.7.1. Le Savoir dans la rue à Sam Sam 2, Sam Sam 3, Xelcom

Le Savoir dans la Rue permet aux parents de voir que leurs enfants échangent des savoirs et ont accès à la culture. Le Savoir dans la Rue permet de mettre en avant les savoirs, savoir-faire et richesses dont sont détenteurs les plus pauvres trop souvent assombris par une vie de misère.

Lors de cette activité, les parents "redécouvrent alors la beauté de leurs enfants", les voyant capables de s'exprimer, d'apprendre, et de créer.

Des membres du Mouvement vont chaque semaine dans les quartiers de Xelcom - Grand Yoff, Sam Sam 2 et Sam Sam 3 pour faire des bibliothèques de rue. Les livres permettent de s'ouvrir au



monde, ils sont les catalyseurs de la découverte mais permettent aussi les échanges à partir des connaissances des enfants. Les parents disent souvent : "Vous ajoutez au savoir de nos enfants, de nos familles".

Des adultes ou des jeunes de la communauté osent s'impliquer avec les plus jeunes après avoir découvert un livre souvent raconté en wolof, après avoir vu les enfants dessiner, peindre, échanger ou rire. Tous ces temps permettent aux enfants de se découvrir intelligents et capables d'apprendre. Les parents peuvent alors commencer à imaginer des projets d'avenir pour leurs enfants.

En 2010, l'équipe et les enfants ont entamé un travail autour des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Petit à petit, cela a pris la forme d'activités récréatives, une évidence pour les enfants, difficilement capables de parler de généralités abstraites, ils se sont montrés plus à l'aise pour évoquer leur vie, leur quartier, leur école, leur voisin autour du jeu...

Ces moments partagés avec les enfants et les parents ont également fait émerger la préoccupation de ces derniers quant aux inscriptions scolaires. L'équipe cherche aujourd'hui les pistes pour permettre aux différents acteurs présents autour de l'enfant tels les enseignants de se rencontrer, de s'écouter et de construire un chemin d'éducation où tous seront respectés.

2.7.2. L'action avec les femmes dans les quartiers de Sam Sam 2 et 3

Le Mouvement est en lien avec les habitants de ces deux quartiers depuis plusieurs années. Les actions qui s'y sont déroulées ont été diverses allant de formations manuelles à des temps de réflexion. Aujourd'hui, la volonté du Mouvement est de faire vivre des espaces de rencontres et d'échanges accessibles aux femmes devant affronter la dureté quotidienne de la misère. Chercher à se regrouper au sein



d'un espace où l'expression est libre, mettre en forme ce travail en vue d'illustrer les forces, les efforts quotidiens, la solidarité et l'intelligence des habitants du quartier est au cœur de l'ambition du Mouvement. Assumer cette orientation apparaît comme très délicat dans un contexte où l'argent est souvent vu comme la solution unique à la pauvreté. ATD Quart Monde continue de construire et penser son action à partir de la réflexion des plus pauvres, et non seulement de leurs manques.

2.7.3. Penc Mi2

Les rencontres *Penc Mi* ont été réfléchies pour que des personnes vivant la grande précarité puissent s'exprimer, découvrir le Mouvement et ses membres, le comprendre, être reconnues dans leur dignité et dialoguer avec d'autres. Dans cet espace, ceux à qui on a toujours refusé la parole peuvent à présent la prendre avec fierté sur des thèmes réfléchis ensemble et prendre conscience qu'ils ne sont pas seuls.

2.7.4. L'action dans le quartier de Guinaw Rails Nord, la brigade de lutte contre les inondations

En 2008, au cours du processus d'évaluation-programmation du Mouvement au Sénégal, la question du renouvellement de la présence auprès des populations les plus précaires s'est posée. S'implanter à Guinaw Rails Nord a été une réponse forte à ce questionnement du fait de la mauvaise réputation de cette commune dans la région de Dakar, du délabrement de certains de ses quartiers ainsi que des ravages réguliers occasionnés par les inondations¹³ en période d'hivernage. Le Mouvement a cherché la façon dont il pouvait assurer sa présence et son soutien aux habitants qu'il sentait souffrir, résister, mais aussi être ignorés et méprisés. Il s'agit là encore de comprendre, à partir de l'expérience vécue par les très pauvres et par une présence régulière, comment un quartier peut s'améliorer sans laisser personne de côté, seul avec son propre dénuement.

C'est dans ce contexte qu'est née la brigade de lutte contre les inondations composée initialement de quatre personnes souhaitant soutenir les efforts de la communauté face à ces catastrophes qui touchent l'ensemble des habitants.

Depuis sa création, à chaque hivernage, ce groupe se reforme avec trois objectifs principaux d'action :

- Continuer de rencontrer les gens du quartier, savoir ce qu'ils vivent et promouvoir la capacité de la communauté à être utile à chacun de ses membres et surtout les plus précaires.
- Chercher les conditions pour accueillir l'implication des plus pauvres dans un effort et une réflexion collectifs.

Rapport Moral 2012

¹³ Les remontées de la nappe phréatique associées aux pluies ont petit à petit obligé les habitants, soit à changer de quartier, soit à ré-élever leurs maisons. Cette zone n'était pas constructible puisque cette situation était connue.

• En dehors de cette période d'hivernage, la connaissance acquise par une présence régulière a permis l'émergence d'autres actions pertinentes élaborées à partir de l'intelligence et des efforts des plus précaires.

La location depuis 2010 d'une maison initialement abandonnée et inondée dans le quartier de Maguette Diallo a renforcé notre ancrage au sein de la communauté qui nous considère aujourd'hui comme leurs voisins. Cette maison qui dans un premier temps abritait les réunions de la brigade et son matériel est aujourd'hui un lieu d'échange et de création ouvert à tous.

2.7.5. La Promotion de l'habitat

Les chantiers de solidarité sont nés de la compréhension de ces situations qui enferment les familles dans l'isolement et la honte. Ils recréent ou consolident des liens familiaux ou amicaux mis à mal par la vie difficile. Ces chantiers sont le fruit de la solidarité de la communauté, de la réflexion et de l'implication des familles concernées, de l'implication régulière de l'équipe de Promotion de l'habitat ainsi que du soutien financier de partenaires amis du Mouvement ATD Quart-Monde. Depuis avril 2011, 17 chantiers ont été effectués allant du remblaiement d'une chambre à la construction de toilettes, en passant par le rehaussement de pièces ou encore la réalisation de dalles de béton.

Dans un quartier comme Guinaw Rails Nord, ce ne sont pas seulement les très pauvres qui souffrent de vivre dans des habitations dégradées, inondées et délabrées, c'est l'ensemble de la population. Cependant, pour les plus pauvres, la précarité de l'habitat s'ajoute à de nombreuses autres difficultés auxquelles ils doivent faire face quotidiennement. Ce peut être, vivre avec de l'eau dans certaines pièces, être coupé du voisinage et de la famille, tomber fréquemment malade et petit à petit se sentir responsable de cette situation ou incapable d'y remédier.

2.7.6. Gestu And Xeex Ndool3

En wolof, cela signifie "rechercher, accompagner et combattre la pauvreté". Cette action est née de la rencontre avec plusieurs jeunes en proie à l'ennui ou encore au mépris dans le quartier. Elle vise à permettre à un groupe de personnes dont certaines affrontent la vie difficile d'imaginer et d'oser les conditions pour travailler et vivre ensemble autour d'une activité (élevage de poulets, confection de savon, etc.).

L'enjeu principal de cette action est d'amener ceux qui y participent à expérimenter des comportements comme l'écoute, le respect, l'attention à l'autre, en vue de créer des sécurités permettant d'aller au bout d'une activité créatrice sans laisser personne en retrait. Cette vie et ce travail partagés amèneront le groupe et le voisinage à reconnaître chacun dans sa capacité à être utile aux autres. Dans ce contexte, il est important de noter que l'obtention d'argent n'est pas l'objectif premier.

Nous avons l'ambition que ceux qui auront vécu cette expérience de fraternité autour d'un apprentissage collectif puissent s'engager un peu plus dans le combat contre la misère et l'exclusion.

2.7.7. Le Savoir dans la rue à Guinaw Rails

Le quartier de Maguette Diallo, comme tant d'autres à Guinaw Rails, est en proie à l'eau durant l'hivernage et aux ordures en dehors de cette période. La rue, qui est le principal lieu de jeu et de rencontre des enfants se retrouve, suivant les périodes de l'année, inondée ou jonchée de détritus. C'est dans ce contexte que l'action du Savoir dans la Rue s'est implanté en 2011 à Guinaw Rails. Les axes principaux de cette action sont les suivants : permettre à chacun d'être reconnu dans sa richesse personnelle ; assurer un espace de rencontres et d'échanges pour les enfants et promouvoir le rôle fédérateur de l'enfant au sein de la communauté. Les enfants se sont exprimés de manière profonde sur ce à quoi ils aspirent pour leur quartier. Leur volonté de vivre dans un environnement reposant, joli et convivial est à la source de la création d'un album ainsi que d'actions d'embellissement du quartier impliquant les adultes.

Les actions du Mouvement ATD Quart Monde au Sénégal sont particulièrement significatives. Quand toute une communauté vit dans la précarité, comment initier des projets qui ne renforcent pas encore plus l'exclusion des plus pauvres s'ils ne sont pas atteints ou à l'inverse s'ils sont secourus sans que toute la communauté progresse en même temps ? L'évaluation des projets du Mouvement ATD Quart Monde à Dakar montre qu'agir à partir des plus pauvres et atteindre toute une communauté, sont inséparables. Pour autant, l'ampleur de la précarité n'est pas à la portée des efforts des communautés elles-mêmes et des ONG qui les soutiennent si des politiques ne sont pas mises en œuvre pour faire face à des situations qui demandent une concertation avec les institutions publiques locales et internationales.



2.8. Le Forum Asie : un réseau d'amis et de partenaires qui s'engagent pour éradiquer la misère



Grâce aux liens tissés depuis de nombreuses années, tant régionalement qu'internationalement, par le Forum du refus de la misère, l'équipe régionale d'Asie anime un réseau d'environ 500 amis et organisations partenaires dans une quinzaine de pays dans la région Asie-Pacifique, dont une grande majorité travaillent étroitement avec des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Au cœur de cet engagement, la participation active des personnes qui vivent dans des conditions difficiles est essentielle pour apporter leur expérience à la recherche des réponses adéquates au défi de vaincre la grande pauvreté.

L'équipe régionale d'Asie tisse des liens avec les membres du réseau à travers une correspondance personnalisée. Elle consacre aussi une partie de son temps à rendre visite à certains de ces amis et partenaires pour mieux connaître leur action et partager les expériences. Ainsi a-t-elle effectué en 2012 des séjours au Bangladesh, au Laos, aux Philippines, et dans le monde chinois.

Des correspondants du réseau Forum Asie ont pris part à des rencontres de formation et d'échange organisées par le Mouvement ATD Quart Monde. En 2012, une correspondante vietnamienne a participé au colloque "La misère est violence, rompre le silence, chercher la paix", tenue au Centre international d'ATD Quart Monde en France, qui clôturait trois années d'action-recherche participative menée par le Mouvement ; un ami du Bangladesh a pris part au séminaire "One Voice", formation sur la communication qui s'est déroulée à Manille.

Les nouvelles, les réflexions, les avancées, les questions résultant de ces contacts sont partagées dans une lettre trimestrielle envoyée à chaque membre du Forum Asie. Les correspondants développent ainsi des liens entre eux qui les encouragent à persévérer dans leur engagement, à mieux connaître, comprendre et se laisser éclairer par ce que d'autres vivent dans des contextes sociaux et économiques différents.

Le Mouvement ATD Quart Monde saisit toutes les opportunités que lui permet son statut consultatif auprès des agences de l'ONU pour faire entendre la voix de ces amis et organisations partenaires dans la communauté internationale et, plus spécifiquement, dans les instances régionales telles que la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et dans les travaux de l'Unesco et de l'Unicef dans la région.

Le Forum Asie fait partie du Forum mondial du Refus de la Misère (www.refuserlamisere.org)

2.9. Suisse: Donner une voix aux sans-voix

"Parlez avec nous, pas sur nous."

Avec les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion, ATD Quart Monde cherche à introduire les préoccupations des plus pauvres dans le débat public et à faire des propositions visant à l'éradication de la grande pauvreté.

Ces dernières années l'accent a été mis en Suisse sur l'élaboration d'une **stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**. Grâce à l'engagement personnel de nombreux membres du Mouvement et à la fructueuse collaboration avec d'autres organisations non gouvernementales et associations, les personnes en situation de pauvreté ont pu prendre part aux délibérations et être mises au centre des mesures envisagées au niveau national. Ceci est un énorme progrès pour les personnes concernées et pour toute la société.

En mars 2010, le Conseil fédéral a adopté et publié son rapport pour "une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion". Ce rapport contenait des propositions positives, notamment concernant les enfants dans la famille, à l'école, dans le quartier et également concernant la formation des jeunes.

ATD Quart Monde demandait depuis 2003 une telle stratégie. La participation des personnes en situation de précarité à son élaboration a été déterminante. C'est la première fois qu'un rapport de la Confédération reconnaît que ces personnes ont non seulement une contribution particulière à apporter, mais qu'elles doivent être pris au sérieux en tant qu'actrices dans la lutte contre la pauvreté. C'est un pas important.

En 2010 le Mouvement participe activement à la Conférence nationale sur la pauvreté du 9 novembre, en présence de Monsieur le conseiller fédéral Didier Burkhalter. L'Université populaire Quart Monde du 30 octobre a été un moment très important de préparation et de dialogue constructif autour des thèmes centraux de la Conférence.

Ces deux événements ont permis de mettre en évidence la volonté nationale de faire de la lutte contre la pauvreté une priorité politique et sociale et de tout mettre en oeuvre pour que cela ne reste pas lettre morte à l'avenir. C'est dans ce sens qu'une déclaration commune de la Confédération, des Cantons et des Communes a été signée au terme de la Conférence du 9 novembre.

Continuant les liens avec l'OFAS et d'autres associations, en 2012 le Mouvement participe à l'évaluation des premières mesures. Des rencontres régulières ont lieu dans l'année, une université populaire s'est tenue le 4 février. Parmi d'autres, un point relevé : si il est important de mettre la personne et non l'institution au au centre, (comme cité dans la déclaration commune de la confédération, des cantons, des villes et des communes), il faut que ce soit dans la dignité, le respect mutuel et le dialogue.

Pour préparer une table ronde qui a rassemblé des personnes en situation de grande pauvreté et des élus, un livret de témoignages recueillis par 5 associations dans 8 cantons est publié: <u>"ceux qui vivent la pauvreté prennent la parole, chaque voix est importante"</u>

Trois personnes en situation de pauvreté ont pris la parole lors de la table ronde du 19 novembre 2012 avec le Conseiller fédéral Alain Berset. Près de 80 personnes en situation de pauvreté issues de Suisse alémanique et de Suisse romande se sont rencontrées et ont échangé à propos des inconvénients des politiques sociales et sur les injustices sociales dont elles font quotidiennement l'expérience.

Nelly Schenker, militante et membre du groupe de coordination nationale d'ATD Quart Monde, a représenté des personnes en situation de grande pauvreté en Suisse. Voici sa prise de parole :

"J'ai faim dans ma tête"

J'ai faim dans ma tête – pas seulement dans le ventre. C'est une faim de formation, d'avenir, c'est la faim d'avoir une place dans la société où les plus pauvres ne sont pas les bienvenus. Nous voulons apporter notre précieuse contribution à cette société. Cette faim que nous avons dans la tête doit être apaisée. Ce n'est pas seulement la bouche des pauvres qu'il faut nourrir.

Nous ne parvenons pas à rentrer dans cette société. Nous ne sommes pas désirés, on ne nous écoute pas. Nous nous sentons exclus et dans ces conditions nous ne pouvons pas offrir à nos enfants un meilleur avenir. La pauvreté que nous vivons se transmet à nos enfants, or pour nous, l'avenir de nos enfants c'est le plus important. Cette chaîne de la pauvreté doit être brisée.

Nous avons besoin de logements corrects, où il est possible à une vie de famille de s'épanouir. Mais il n'y pas de logements abordables pour nous, souvent même nous ne pouvons pas payer les cautions. Nous sommes ainsi toujours confrontés à des choix impossibles : si nous payons notre loyer, alors il ne reste plus assez d'argent pour manger. Une alimentation saine n'est pas à notre portée. Il faut toujours plus d'argent pour les loyers, alors, quand plus rien ne va, nous nous endettons. Et même dans le cas où nous avons un appartement, comment faisons-nous avec tous les autres soucis ? Par exemple les primes d'assurance-maladie qui deviennent toujours plus chères, au point que presque plus personne d'entre nous ne parvient à les payer.

Pourquoi retire-t-on encore et toujours leurs enfants aux familles qui sont dans la pauvreté ? Une famille est faite pour être ensemble. Les plus pauvres ont aussi le droit de vivre en famille. On ne donne aucune chance d'apprendre et de bâtir une famille aux parents dont on retire les enfants. Dans l'avenir il serait préférable pour les enfants, pour leurs mères et aussi pour leurs pères de bénéficier de logements adaptés avec un accompagnement adéquat, plutôt que d'avoir leurs enfants placés, car le plus important est que les enfants puissent grandir dans l'amour.

Nos enfants grandissent dans la pauvreté. Cela signifie beaucoup de renoncement, cela signifie d'être rejeté à l'école et de vivre sous les moqueries des autres. Cela signifie l'échec. Ils aimeraient tellement être acceptés. C'est cela le plus dur pour les pauvres, ils cherchent l'acceptation et la

sécurité qui leurs sont refusées. Nous devons donner leur chance à ces jeunes, car c'est à eux qu'appartient l'avenir, pas à nous.

Il faut que cesse cette injustice, pour que la chaîne de la pauvreté qui perdure de génération en génération soit enfin brisée. C'est comme si la pauvreté était une prison – de tous côtés où l'on se tourne on est devant un mur. Nos enfants se retrouvent devant ce mur et ne peuvent aller au-delà. Dans la pauvreté on ne nous laisse aucune liberté, surtout pas celle de franchir ce mur.

La seule chose qui nous aide, nous qui sommes enfermés dans la pauvreté, c'est un lieu où avec d'autres personnes nous pouvons sentir que nous sommes aussi des être humains, un lieu où nous sommes écoutés dans le respect. Le Mouvement ATD Quart Monde nous offre cet espace où l'on ne fait pas "pour" nous, mais "avec" nous. L'Université populaire Quart Monde est ce lieu, où l'on apprend les uns des autres et les uns avec les autres. Un lieu où nous sommes écoutés et où les gens prennent le temps d'apprendre de notre vie quotidienne – et comment ensemble nous pouvons agir autrement. Là je sens combien je gagne en sécurité, combien je reçois toujours plus de force pour grandir.

Soutenir cet espace de rencontre est un investissement pour l'avenir, car en ce lieu la faim que nous avons dans notre tête est apaisée. Là nous pouvons trouver notre place dans une société où presque personne ne veut écouter les pauvres.

2.10. Les activités génératrices de ressources : les projets "Travailler et Apprendre Ensemble"

La dynamique "Travailler et Apprendre Ensemble" (TAE) est l'héritière de 50 années d'expérimentation et d'innovation d'ATD Quart Monde pour l'accès de tous à un travail et un emploi. Elle regroupe aujourd'hui un ensemble de projets pilotes ayant pour but de repenser la production de richesses à partir des personnes qui en sont trop souvent exclues, associées à ceux qui ont fait le choix de les rejoindre pour vivre et travailler autrement.

Ces projets prennent un sens particulier au moment où des crises profondes interrogent les modèles économiques et invitent à oser de nouvelles perspectives pour une économie plus humaine, capable d'allier production de richesses et utilité sociale, sans laisser personne sur le bord du chemin.

Aujourd'hui, quatre projets ont été développés autour du monde :

- En France, à Noisy-le-Grand, l'entreprise TAE, créée en 2002, emploie 20 salariés et œuvre au sein de trois secteurs d'activité : reconditionnement et vente de matériel informatique, entretien et rénovation de bâtiments, nettoyage de locaux.
- Au Guatemala, à Guatemala Ciudad, une dizaine de personnes, depuis 2009, participent au projet de création et de vente d'objets artisanaux à partir de matériaux recyclés.
- Au Sénégal, près de Dakar, un projet de poulailler communautaire (élevage et vente) regroupe une vingtaine de jeunes (projet non présenté ici).
- A Madagascar, à Antananarivo, 26 artisans fabriquent et vendent des objets issus de leurs ateliers de vannerie, de coupe-couture, de tissage et de broderie.

2.10.1. Miasa Mianatra Miaraka et la professionnalisation des adultes à Antananarivo et Toliara

La coopérative malgache "Miasa Mianatra Miaraka" (soit TAE en malgache) rassemble 26 personnes issues de l'extrême pauvreté. Chacun, à son entrée à la coopérative, a reçu une formation technique qui lui permet de confectionner des produits typiques de l'artisanat malgache afin qu'il puisse accéder à un travail décent et à un revenu régulier. La déclaration de MMM en décembre 2010 en tant qu'association artisanale a permis d'établir un contrat de travail d'une durée de deux ans avec chaque artisan employé dans l'un des quatre ateliers que compte la coopérative : broderie, coupe et couture, vannerie et tissage.

Le travail informel touchant une partie importante de la population malgache, le constat lors des premiers entretiens menés avec les salariés de la coopérative avait été clair : un avant et un après "Miasa Mianatra Miaraka" avait pu être observé. Un artisan nous évoquait même que le fait d'"être salarié change la vie". Le "courage" et l"audace" conférés par l'obtention d'un travail salarié, sont des mots qui ont été régulièrement employés par les mères de famille. C'est d'abord la force mentale qu'apporte l'accès à un travail décent ainsi que l'obtention d'une place dans la société qui furent mis en avant. Des mères de famille racontaient:



Miasa Mianatra Miaraka, l'atelier de tissage

"quand je suis ici, je reprends du courage", "avant, les gens me sous-estimaient beaucoup, mais depuis que je travaille à MMM, ils me regardent autrement".

Marie Isabelle, 43 ans, entrée dans le dispositif, mettait en avant la logique formation-travail-salaire qui a changé son rapport à la société : "les gens viennent vers nous et nous n'avons plus peur". Si l'entrée dans le dispositif nécessite une première formation, l'apprentissage lui, est continu et chacun apprend des autres autant qu'il transmet ses propres savoirs. On sait que les plus pauvres sont détenteurs de nombreux savoir-faire mais qu'ils se retrouvent souvent effacés derrière les difficultés et la survie quotidienne: "un de mes amis m'apprend quelque chose de nouveau. Après, je transmets ce savoir à un autre. On a tous nos propres expériences". L'entraide, régulièrement mise en avant, est très appréciée car on ne connaît que trop bien la mise au ban des plus précaires.

Ceux trop longtemps mis à l'écart de la possibilité de travailler perdent une confiance en soi que le travail au sein de la coopérative leur permet de retrouver et conserver durablement. C'est d'ailleurs un des aspects sous-jacents à ce dispositif. Une responsable de MMM nous faisait part de ses défis : "mon but, c'est qu'ils aient cette confiance en eux, pour aller dans d'autres secteurs de travail qu'à MMM".

Ainsi, apparaît au cours de l'année 2012, la nécessité de préparer l'après Miasa Mianatra Miaraka et que les salariés puissent, après leur passage au sein de la coopérative, intégrer un poste dit classique. Pour permettre à chacun de préparer son avenir professionnel,.MMM a amorcé un dialogue avec les salariés à partir du mois de mai 2012. Pour cela, MMM les a d'abord invités à répondre à un questionnaire portant sur les questions suivantes :

- Vous savez que votre contrat de travail à MMM expire en février 2013. Avez-vous commencé à réfléchir à ce que vous souhaitez faire après MMM ?
- Avez-vous déjà entrepris des démarches en vue d'un nouveau travail ? Lesquelles ?
- Comment envisagez-vous de réaliser votre projet professionnel ?
- De quel équipement auriez-vous besoin pour cela ? De quoi disposez-vous déjà ?
- De quel soutien auriez-vous besoin pour cela? Auprès de qui?
- Comment MMM pourrait-il vous aider dans la réalisation de votre projet ?
- Auriez-vous besoin d'une formation complémentaire d'ici février prochain? Si oui, laquelle?

Après avoir dépouillé chaque questionnaire, MMM a rencontré tous les artisans ensemble au mois de juin afin de leur présenter les prochaines étapes : une rencontre individuelle, des possibilités de formation complémentaires d'ici le mois de septembre et un bilan de compétence.



Miasa Mianatra Miaraka, l'atelier de broderie

Les rencontres individuelles se sont déroulées en juillet. Elles ont permis d'approfondir quelques points et pour certains, de mieux préciser leur projet. Plusieurs artisans ont déjà entrepris des démarches pour développer une nouvelle activité et la plupart sont intéressés pour travailler à leur compte et vendre leur production à MMM. Tout en assurant une sécurité matérielle aux artisans, cette formule permettra aussi à MMM de maintenir sa production au moment où, avec l'accueil de nouvelles personnes à former, celle-ci risque de se réduire considérablement. A terme, une telle formule peut aussi contribuer à un accroissement de la production et donc mieux répondre à la demande qui

augmente grâce à la mobilisation des correspondants en France.

A la demande des artisans qui souhaitent diversifier leurs savoir-faire, une formation en vannerie a débuté au mois de septembre. D'une durée de vingt demi-journées, elle sera dispensée à tous. Ensuite, ceux qui le souhaiteront pourront effectuer une formation en tissage ou en coupe et couture.

Afin de mieux accompagner chaque artisan dans cette phase délicate, un volontaire du Mouvement ATD Quart Monde a rejoint MMM en septembre. Il s'investira en même temps dans l'accompagnement des prochains artisans qui seront recrutés après le départ des premiers.

S'agissant de l'atelier de ferblanterie, la première vague de formation a pris fin le 30 mars 2012 mais une nouvelle vague a débuté au mois de mai. L'atelier est proposé trois demi journées par semaine pendant six mois. Les personnes ne sont pas salariées de MMM mais perçoivent une bourse de formation à la fin de chaque séance. La formation terminée comprenait cinq personnes : un artisan qui travaillait auparavant à l'atelier de menuiserie et qui reste salarié de MMM ainsi que quatre hommes présentés par l'association Mada Cap. Au 31 juillet 2012, trois personnes parmi ces quatre avaient trouvé un emploi. L'arrivée en septembre d'un volontaire ATD Quart Monde a été très précieuse pour comprendre les raisons qui amènent certains à abandonner la formation, et pour les inciter à tenir jusqu'au bout, même si leur quotidien est difficile. Ce volontaire aura aussi pour mission de soutenir les stagiaires, à l'issue de leur formation, dans leur recherche d'emploi.

Durant le premier semestre 2012, MMM a aussi commencé un travail prospectif pour entreprendre une production de systèmes de cuisson à économie d'énergie adaptés à la vie malgache et que MMM pourrait commercialiser à bon marché, en utilisant des matériaux de récupération

Le 16 janvier 2012, MMM a par ailleurs reçu une réponse favorable à la demande qui avait été faite de rejoindre l'Association Nationale du Commerce Équitable et Solidaire de Madagascar (ANCESM). Cette adhésion permettra une mise en réseau stimulante avec d'autres associations ainsi que l'échange de pratiques et d'idées. De plus, elle a permis d'exposer le projet et les réalisations de la coopérative lors de la Foire sur la Promotion et l'Excellence organisée par le Ministère du Commerce les 3 et 4 mai 2012 ainsi qu'aux Journées du Commerce Équitable et Solidaire les 11 et 12 mai. MMM a également été présente du 1er au 5 août à FIER-Mada : la Foire internationale de l'économie rurale de Madagascar.

2.10.2. Trabajar y Aprender Juntos Guatemala

ATD Quart Monde est présent au Guatemala depuis une trentaine d'années et dans la capitale depuis une vingtaine d'années. Comme dans les autres pays où le Mouvement est présent, la relation quotidienne avec les familles a permis de mettre en marche le projet Trabajar y Aprender Juntos (traduction à l'espagnol de "Travailler et Apprendre Ensemble") à partir de février 2009 qui ambitionne de soutenir ces familles dans leur combat quotidien pour vivre dignement. L'entreprise Trabajar y Aprender Juntos (TAJ) naît à partir de la Zone 3 du Quartier de Piedra Santa, à côté de la décharge publique de la capitale. Ancrée dans une longue présence, les équipes d'ATD Quart Monde ont bâti, au fil des années, une grande confiance avec les familles vivant



L'équipe

et travaillant dans la décharge et ont acquis une compréhension et une connaissance importante avec elle. Face à l'extrême violence des conditions de travail de ces familles (fumées, danger d'éboulement des ordures, toxicité, insalubrité...) un projet naît peu à peu avec elle partant de l'idée d'inventer ensemble un travail décent, collectif, où chacun pourra contribuer, apporter son savoirfaire, apprendre, tout en gagnant sa vie dans des conditions dignes.

L'équipe ATD Quart Monde a basé son action sur la conviction que les très pauvres sont détenteurs de savoirs et savoir-faire uniques qui proviennent de leur expérience de la misère. Ces personnes contraintes à l'inactivité forcée ont souffert de la précarité et de l'humiliation qui en découle mais ont toujours su résister face à ces situations. Or, quand nous nous unissons à ceux qui n'ont pas la sécurité matérielle mais des savoirs acquis par la dureté des expériences vécues, alors peuvent être expérimentées des manières novatrices, plus humaines et solidaires, de concevoir le travail.

Ces considérations peuvent être une nouvelle manière de penser l'entreprise. TAE Guatemala réunit des personnes aux parcours très différents : formation, situation familiale, expérience professionnelle. Certains ont été très longuement exclus du marché du travail. L'expérience Trabajar y Aprender Juntos est un espace qui permet aux personnes les plus démunies de recommencer une activité générant un revenu, apportant ainsi la preuve qu'ils sont capables de s'intégrer au sein d'une équipe, s'unir dans le travail, être productifs et, innovateurs comme nous l'a dit Glendy Rosales, artisane à TAJ :

"Maintenant je me rends compte qu'ici, nous apprenons une autre forme de travail qui favorise le lien et la fraternité. Nous apprenons à nous saisir la main et à aller de l'avant".

Les familles vivant dans la grande pauvreté vivent au jour le jour. Au fur et à mesure que l'argent est gagné il sert à l'achat de la dose alimentaire du jour même et est investit dans les dépenses du jour suivant. Ainsi, le projet TAJ n'aurait pu exister sans l'octroi d'une aide financière quotidienne que reçoivent les artisans lorsqu'ils se rendent à l'atelier de la Maison Quart Monde. L'aide octroyée qui représente 30 quetzales permet de ne pas perdre deux demies-journées de travail par semaine (l'action menée n'étant en effet qu'un complément à un travail parallèle) et rembourse les frais de transport aller et retour depuis le foyer. Trois heures, deux fois par semaine, les employées de Trabajar y Aprender Juntos fabriquent de l'artisanat à base de matériel recyclé, principalement issu de papier journal et des feuilles de magazines et, dans une moindre mesure, de canettes de sodas et sacs en plastique. Ces ateliers de TAJ sont réellement vus comme la reconnaissance des plus pauvres qui leur est souvent bafouée. C'est la vision de Lililana Marín, salariée à TAJ:

"Vous nous connaissez, vous voyez la situation de chacun d'entre nous, vous voyez la réalité, comment nous devons vivre. C'est pour ça que vous nous avez proposé l'atelier".

En 2012, des événements ont marqué la vie de l'atelier auxquels le groupe a participé. Des travaux au sein de l'atelier ont en effet été menés. En mai, les murs ont été repeints, tous les salariés ont contribué à nettoyer, peindre et ranger afin que le lieu de travail devienne de plus en plus agréable à vivre. Puis une cave a été aménagée afin qu'y soient stockés les journaux et magazines et qu'y soient entreposé l'artisanat réalisé, de manière

adaptée.

Par ailleurs on note la participation à la Plateforme de l'Économie Sociale et Solidaire du Guatemala, plate-forme qui est aujourd'hui devenue le Centre des Petits Producteurs, un collectif réunissant divers groupes promouvant le Commerce Équitable et l'Économie Solidaire et soutenu par le Ministère de l'Économie. Grâce à ce collectif, TAJ a pu participer trois jours durant à la Foire du Commerce Équitable qui a eu lieu en décembre à Antigua.

La Casa Cervantes, à la fois centre culturel, librairie, boutique de commerce équitable et cafétéria a invité les salariés de l'atelier à un déjeuner solidaire où ont été présentés l'atelier et l'artisanat réalisé dans une ambiance familiale. Les salariés se sentent valorisés et des bénéfices supplémentaires sont octroyés par la vente de plusieurs pièces :



Artisanat à partir de matériaux recyclés

"Ici, on nous a appris à faire des choses que nous n'aurions jamais imaginées et les bénéfices sont partagés entre tous. On ne nous enlève rien" dit Mynor López.

Conclusion et perspectives

L'année 2012 se termine sur des constats sévères de l'augmentation de l'extrême pauvreté et de l'insécurité qui en résulte pour les familles qui la subissent. L'ONU elle-même reconnaît que si la pauvreté recule au niveau des indicateurs d'accès d'un plus grand nombre à la santé, à la scolarisation et à des ressources suffisantes, l'écart se creuse avec ceux qui sont usés par cette trop longue pauvreté et descendent encore plus bas dans l'échelle sociale. La lutte contre la pauvreté se fait donc souvent au risque d'abandonner une partie de la population à un sort plus pénible encore. Les "Principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme" adoptés en septembre 2012 et les Objectifs du Millénaire de réduction de l'extrême pauvreté à l'horizon 2015 reconnaissent cette situation et engagent les États à prendre la mesure du fossé qui se creuse. Pour les familles qui ne peuvent plus croire aux projets qui ne les atteignent jamais et même les séparent souvent du reste de leur communauté puisqu'ils sont les seuls à ne pas participer, l'ambition de l'ONU est un espoir.

Cependant l'expérience acquise d'ATD Quart Monde, et ce rapport d'activités en rend compte, montre que lutter contre l'extrême pauvreté requiert des conditions de participation des populations concernées qui ne sont pas encore inscrites dans les agendas des organisations internationales ou des grands projets financés par la communauté internationale. La question de la participation effective des populations concernées aux diagnostics et à l'élaboration des projets est l'enjeu de la décennie à venir sans quoi les prises de conscience, les ambitions n'atteindront de nouveau pas ceux pour qui elles ont pourtant été voulues.

ATD Quart Monde a engagé en 2012 un processus d'évaluation de ses propres actions qui s'appuie sur la participation des familles qui sont partenaires. Et c'est parce que ces familles se sentent partie prenante qu'elles peuvent par la suite, en connaissance de cause, s'impliquer dans une programmation qui répondra à leurs attentes. Penser ensemble, être acteurs ensemble créent aussi les conditions pour porter attention à ceux qui ont plus de mal à participer, à ceux qui manquent encore. Cette unité autour de cette référence aux plus pauvres crée la paix dans les communautés trop souvent désunies par les conflits d'intérêt.

A partir de cette évaluation, trois défis se dessinent déjà pour le prochain programme d'action d'ATD Quart Monde pour les années 2013-2017, l'accès à une éducation et des soins de santé de qualité, une formation innovante pour la jeunesse, l'accès à des ressources dignes pour les adultes, comme le dit un père de famille de Haïti : "La misère ne nous permet pas de vivre bien en famille. Pour moi, c'est une violence. Quand on est père de famille, et qu'on n'a pas d'argent ni les moyens pour satisfaire les besoins de sa famille, la famille souffre. L'homme est celui qui apporte quelque chose à la maison, quand le père de famille ne peut pas satisfaire ces besoins, ça crée la division dans la maison. Il n'y a pas d'argent, il n'y a pas de paix".